



TENNIS
À Toronto, Nadal s'est rapproché de Federer
Page B 1



CINÉMA
Mort du grand réalisateur égyptien Youssef Chahine
Page B 7

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 168

LE LUNDI 28 JUILLET 2008

89¢ + TAXES = 1\$



Portant le maillot jaune, l'Espagnol Carlos Sastre, vainqueur du Tour de France 2008, et son coéquipier Andy Schleck (maillot blanc), nommé «meilleur jeune» de ce Tour, lors de l'arrivée des coureurs sur les Champs-Élysées, hier, à Paris.

Quelques taches dans un Tour plus propre

«On n'est pas béat, on n'est pas naïf, mais on est satisfait», dit Christian Prud'homme

Pas tout propre, mais moins rocambolesque. Le 95^e Tour de France s'est achevé hier par la victoire de l'Espagnol Carlos Sastre, après trois semaines d'une course où le sport a repris ses droits... et cela, malgré trois évictions pour dopage à l'EPO et une pour usage d'un stimulant interdit.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Les loups de la petite reine sont entrés hier à Paris, dans le sillage du maillot jaune Sastre. Après tous ces cols, ces sprints et quelque 3000 kilomètres dans les

mollets, le peloton arrive un brin décimé. Normal. Mais, contrairement à l'an dernier, il a tourné sur les Champs-Élysées sans avoir l'air d'un bouffon en perdition.

Bien sûr, l'ombre du dopage a plané sur ce Tour comme elle y plane chaque année depuis 1998. On se rappelle l'affaire Festina, Richard Virenque «dopé à l'insu de son plein gré», l'EPO dans chaque gourde d'eau. Mais le pathétique scénario de 2007 — où Michael Rasmussen, Cristian Moreni et Alexander Vinokourov avaient complètement plombé la course — s'est mué en un récit sportif plus crédible en 2008.

Au final — et sous réserve que d'autres «histoires» éclatent plus tard, comme ce fut le cas avec Floyd Landis en 2006 — trois coureurs ont été sortis de la course après avoir échoué à un des contrôles menés par l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD).

Les Espagnols Manuel Beltran (Liquigas) et Moises Duenas (Barloworld) ainsi que l'Italien Riccardo Riccio, tous dopés à une nouvelle génération d'EPO.

Le dernier cas est survenu hier, alors qu'on a appris que le Kazakh Dimitri Fofonov (Crédit agricole) a été contrôlé positif à l'heptaminol, au terme de la 18^e étape.

Mais c'est le «cobra» Riccio qui a le plus fait jaser. Grimpeur explosif, capable d'attaques foudroyantes et mortelles pour ses adversaires — d'où son surnom — Riccio avait remporté deux étapes de ce Tour. Dans les Pyrénées, ses démarrages en avaient laissé plusieurs pantois. Un coup de pédale assassin qui claquait comme

VOIR PAGE A 8: TOUR

■ L'Espagne de nouveau à l'honneur, page B 4

VIH: espoir d'un vaccin québécois

LISA-MARIE GERVAIS

Alors qu'on le croyait mort et enterré, le projet d'un vaccin contre le VIH qui soit efficace refait surface. Une équipe de chercheurs dirigée par le Dr Jean-Pierre Routy, hématologue à l'hôpital Royal Victoria, à Montréal, est sur la piste d'un vaccin biologiquement très prometteur, unique en son genre, qui est élaboré à partir de la copie du virus de chacun des patients séropositifs.

«Ce n'est pas du prêt-à-porter, c'est de la haute couture. Le vaccin est dessiné sur mesure, avec le virus du patient comme patron», résume joliment le chercheur, qui présentera les résultats de ses travaux à la XVII^e Conférence mondiale sur le sida, qui aura lieu du 3 au 8 août à Mexico.

«Ce qui est remarquable, c'est que les États-Unis n'ont pas encore utilisé ce type d'approche. L'étude est entièrement canadienne», ajoute-t-il, en se félicitant de faire partie de la seule équipe au monde qui travaille sur un tel prototype à l'heure actuelle.

L'approche en question est pour l'instant très complexe et coûteuse. Le virus doit être d'abord prélevé sur le patient avant que celui-ci ne commence la trithérapie. Ensuite, par leucaphérèse, un processus utilisé pour prélever les cellules souches dans le cas d'une greffe de moelle osseuse, on collecte des monocytes, un type de globules blancs qui circulent dans le sang. Ce «plasma» est ensuite envoyé aux États-Unis où les cellules prélevées sont enrichies, en particulier d'un ligand appelé CD40. Cet agent stimulant de l'immunité favorise le lien entre les cellules dendritiques — des cellules qui ressemblent à de petits troncs d'arbre serti de racines et dont la fonction principale est de déclencher une réponse immunitaire adaptative — et les cellules T — une catégorie de lymphocytes jouant un grand rôle dans la réponse immunitaire secondaire.

Ensuite, quatre gènes du virus accentuant la réponse immunitaire seront choisis et amalgamés. Puis, le précieux matériel sera réexpédié au Canada dans de

«C'est une technique dérivée de celle des vaccins anticancéreux, où on vaccine les gens contre leur propre cancer»

VOIR PAGE A 8: VACCIN

OMC: la semaine sera chaude à Genève

L'Organisation mondiale du commerce cherchait toujours hier à accorder ses 153 pays membres autour d'une série de dossiers de négociation allant de la banane au coton, après avoir obtenu une percée inespérée sur les subventions agricoles et les droits de douane. Parmi les avancées enregistrées, les négociateurs de l'Union européenne et d'Amérique latine semblaient en passe de résoudre hier soir la bataille de la banane, qui oppose depuis près de trois décennies l'Amérique latine à l'Europe. Les pays du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique ont toutefois menacé de bloquer l'ensemble des négociations s'ils n'obtiennent pas satisfaction dans le dossier des importations de bananes de l'Union européenne. Bien d'autres pièces du puzzle restaient à assembler. Parmi celles-ci, la question du mécanisme de sauvegarde, une protection tarifaire souhaitée par des pays en développement en cas de flambée des importations d'un ou plusieurs produits agricoles. Bref, la semaine s'annonce chaude à Genève.

■ À lire en page A 3



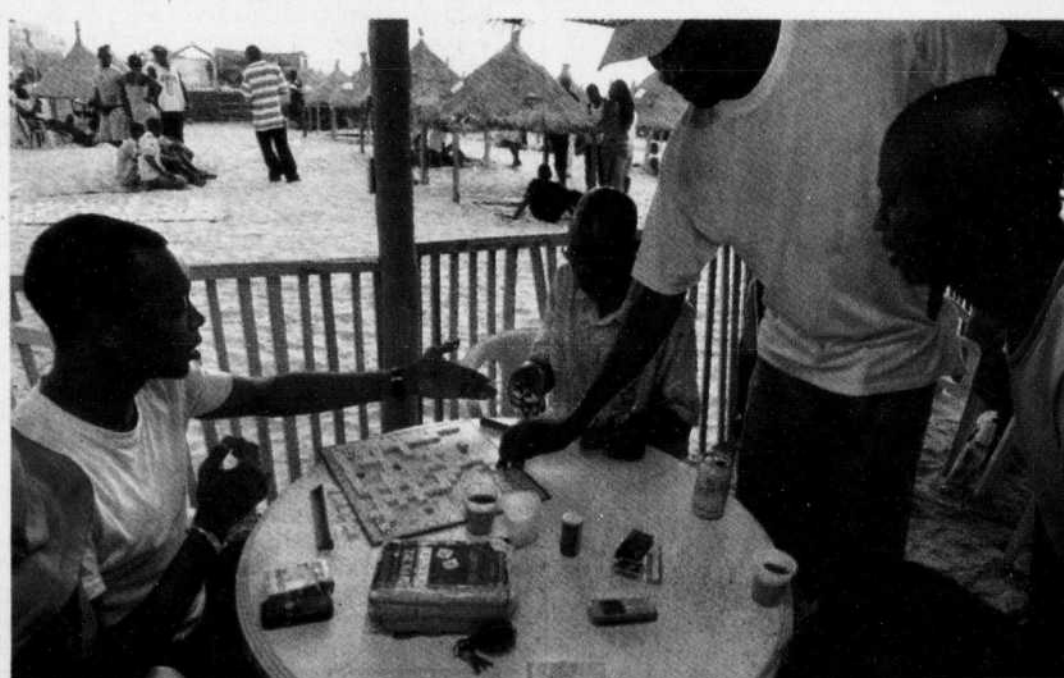
CAMBODGE

Le Parti du peuple reste au pouvoir après une «victoire écrasante»

■ À lire en page B 1

INDEX

Annonces.....	B 2	Idées.....	A 7
Automobile.....	B 5	Météo.....	B 5
Avis publics.....	B 6	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés.....	B 5
Décès.....	B 2	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 4
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7



NORMAND BLOUIN

Une partie de Scrabble disputée à Dakar, au Sénégal, où viennent d'être tenus les championnats du monde.

L'Afrique, terre du Scrabble

Au Sénégal, même les vendeurs ambulants proposent des jeux de Scrabble au coin des rues. C'est dire l'engouement des Sénégalais pour ce jeu à la réputation d'intello, pourtant considéré comme un sport là-bas. Pas étonnant que la Fédération internationale de Scrabble francophone (FISF) ait choisi Dakar pour la 37^e édition de ses championnats du monde, qui se sont tenus du 18 au 25 juillet et où plus d'une vingtaine de Québécois étaient en lice.

MARIE-LAURE JOSSELINE

Dakar — Le Scrabble de Bass, jeune homme de quelque 30 ans, a vécu bien des étés. Souvent prêté, rafistolé au papier collant, les lettres effacées repassées au marqueur, son jeu résiste. Même s'ils sont loin d'être des champions, rien ne doit distraire Bass et El-Hadj dans leur partie sérieusement jouée. «C'est devenu une passion. La nuit, quand je ne dors pas, je m'entraîne seul car je ne peux pas perdre», dit El-Hadj. «Sinon, les potes te chambrent: "T'es trop nul, retourne à l'école!" Chacun veut gagner pour montrer qu'il a le niveau», ajoute-t-il dans un éclat de rire.

Les Dakarais sont nombreux à mesurer leur français avec les moyens du bord, un lexique des mots de deux lettres gravé dans la tête, tout en rêvant d'être

un futur Mactar Sylla, N'Dongo Samba Sylla, Arona Gaye. Des noms qui font briller les yeux des apprentis scrabbleurs, mais surtout des joueurs d'expérience classés parmi les premiers mondiaux.

Ayoba et Assane, 17 ans, n'ont pas hésité à puiser dans leurs maigres économies pour venir vibrer aux championnats du monde qui se sont tenus la semaine dernière et y encourager leur idole: «On est venu voir Mactar Sylla, notre champion. Il est fort, sérieux, il croit au Scrabble et porte toujours les couleurs du pays dans le monde entier».

D'ailleurs, à Dakar, parmi les 500 passionnés qui se sont réunis pour se mesurer autour des 55 consonnes et 45 voyelles disposés sur le plateau carré, les Sénégalais se démarquent. Comme des athlètes olympiques, ils portent fièrement leur tenue sportive verte, jaune et

VOIR PAGE A 8: SCRABBLE

L'ENTREVUE

Historien, métier à hauts risques

Et si l'Europe ne devait pas ses savoirs au monde islamique?, demande Sylvain Gouguenheim

CHRISTIAN RIOUX

Paris — L'histoire est-elle devenue une discipline à hauts risques? C'est ce que l'on se serait tenté de croire, tant les polémiques historiques suscitent de vives réactions en France depuis quelques années. Il y a trois ans, Olivier Pétré-Grenouilleau, un spécialiste de l'esclavage, avait dû affronter des menaces de poursuites judiciaires pour avoir publié un livre sur les traites négrières. Un collectif de militants proche du comédien Dieudonné lui avaient reproché d'étudier non seulement la traite européenne, mais celles qui se sont aussi déroulées dans le monde arabe et à l'intérieur du continent africain. Résultat: l'historien de réputation internationale avait été réduit au silence pendant des mois.

Cette fois, le couperet s'est abattu sur un personnage moins connu, Sylvain Gouguenheim, professeur d'histoire médiévale à l'École normale supérieure de Lyon, spécialiste du XII^e siècle et des chevaliers teutoniques. Pas moins de deux pétitions ont été lancées contre lui. La première, publiée dans le quotidien *Libération* et signée par 56 chercheurs, l'accusait de «racisme culturel». La seconde, signée par 200 élèves et employés de l'École normale supérieure de Lyon, demandait une «enquête approfondie» sur l'auteur.

L'objet du scandale est un livre, *Aristote au Mont-Saint-Michel, les racines grecques de l'Europe chrétienne* (Seuil), dans lequel l'historien entend ramener à de justes proportions le rôle du monde arabo-musulman dans la transmission à l'Europe des savoirs grecs qui furent à l'origine de la Renaissance. On s'en doute, l'enjeu est des plus actuels. Gouguenheim s'est donné pour tâche de remettre en question la thèse selon laquelle ce seraient essentiellement des savants du monde arabe, comme Averroès, Al-Farabi et Avicenne, qui



VOIR PAGE A 8: RISQUES

LES ACTUALITÉS

Séjour dans le *guanxi* de Bob

MA CHINE

La Chine est un géant économique émergent dont la population vit sous la férule d'un régime autoritaire qui enferme ses dissidents et écrase le peuple tibétain. Voilà pour les perceptions entendues — qui ne sont pas, du reste, sans fondements. Mais encore. En cet été olympique, *Le Devoir* vous propose donc huit portraits de Chinois qui ont pris racine ici et de Québécois qui sont allés, là-bas, plonger dans la réalité chinoise. À lire tous les lundis.

JACINTHE TREMBLAY

Phil LeNir, un ingénieur montréalais âgé de 37 ans, ne prétend pas connaître l'Empire du Milieu. «Je viens seulement d'y passer trois semaines», prévient-il. Il n'y séjournait cependant pas en touriste. Il a littéralement marché dans les talons d'un Chinois qui est vice-président d'une gigantesque entreprise de télécommunications. «Il s'appelle Bob», jure-t-il, tout en confirmant le brouillage d'identité d'un large sourire.

Phil a suivi ses traces du matin au soir, à ses bureaux et en dehors, pendant une semaine, afin d'observer ses moindres faits et gestes au travail, puis il l'a accompagné une autre semaine à Pékin. C'est l'un des travaux pratiques des étudiants de l'International Masters Program in Practicing Management, cofondé par Henry Mintzberg, de l'université McGill, et d'éminents professeurs et penseurs de la gestion issus de cinq autres grandes écoles, dont certaines au Japon et en Inde. Seuls les cadres d'expérience peuvent y étudier.

Quand Phil LeNir a appris qu'il était jumelé avec un Chinois, il ne soupçonnait pas à quel point ce dernier pousserait le sens du devoir — et la confiance — jusqu'à l'introduire dans les plus secrets et les plus étonnants méandres de son réseau de relations personnelles, professionnelles et sociales. Pendant sa semaine d'observation «scolaire» à Shenzhen, en soirée, les fins de semaine et pendant une semaine passée ensemble à Pékin, Bob lui a ouvert et offert ce réseau, son *guanxi*. «En Chine, tout, et au premier chef les affaires, passent par le *guanxi*. C'est un grand cercle formé d'anneaux concentriques avec, en son centre, soi-même, et autour, dans cet ordre d'importance, sa famille, ses amis d'enfance, d'école puis de service militaire immédiat, ses relations de travail et, enfin, les amis de tous ces individus», ex-



PHOTO PHIL LENIR

En 1980, Shenzhen était un village de pêcheurs de 5000 habitants. Son agglomération en compte aujourd'hui 15 millions.

plique-t-il. C'est un Facebook à la cent, bien réel!

En accompagnant Bob dans son *guanxi*, Phil LeNir a partagé un repas avec le leader étudiant de la révolte de la place Tiananmen. Il a rencontré une membre d'un groupe d'intellectuels qui conseillent le président chinois. Il a côtoyé des cadres supérieurs chinois, tels un vice-président d'une entreprise de télécommunications comptant 50 000 employés, un directeur des ventes d'une autre société chinoise regroupant 40 000 employés et un semi-retraité qui dirigeait les activités de la firme japonaise Fujitsu au pays.

Le lendemain de son arrivée à Shenzhen, Phil LeNir avait déjà la fâcheuse impression que nous, les Occidentaux en général, étions morts, économiquement du moins. «Leurs usines sont tellement modernes et leurs ingénieurs tellement compétents que je ne voyais d'autre issue pour le Québec que l'exportation massive de sirop d'érable», se rappelle-t-il. L'observation des activités de Bob n'allait pas le rassurer. Son confrère de l'IMPMP passait ses journées à discuter de contrats de vente et de déploiement de réseaux de télécommunications avec des Éthiopiens et des Saoudiens. Il l'a accompagné dans une ville voisine pour aider un des membres de son *guanxi* à négocier un énorme contrat de vente de téléphones cellulaires en Thaïlande. «Il n'y a rien de magique que l'on puisse faire ici, comme, par exemple, innover sur le plan de la technologie, qu'ils sont incapables de faire eux aussi», en a conclu le Montréalais.

Phil LeNir a aussi constaté que cette catégorie de

Chinois avait une âme entreprenante et commerçante très vigoureuse et très active. «Ils travaillent fort, mais autrement que les Japonais. Bob et ses amis régissent leurs tâches comme cadre en deux ou trois heures et ils passent le reste de leur journée à développer leurs propres entreprises. Leurs patrons le savent et, à la limite, ils s'en réjouissent parce qu'ils se disent que c'est bon pour le développement du pays», note-t-il. Phil LeNir a aussi constaté que les tentatives occidentales de faire respecter brevets, droits d'auteur et autres inventions risquaient fort d'être vaines. «Pour un Chinois, copier quelqu'un, c'est faire une preuve d'admiration. Et ceux qui sont copiés s'en montrent souvent honorés», dit-il.

Bob et les membres de son très étendu et très influent *guanxi* lui ont réservé d'autres surprises, cette fois par leur vision du monde et de leur pays. Selon Phil LeNir, ces Chinois sont à la fois extrêmement fiers de leur pays et de ses réalisations et conscients de son déséquilibre actuel et de ses laissés-pour-compte, mais «ils croient que les problèmes pourront être réglés seulement si la Chine devient plus riche et que, pour le moment et pour encore un certain temps, la balance doit pencher plus fort du côté de l'industrialisation rapide, même si c'est au sacrifice des droits humains et de l'environnement», rapporte-t-il. «Ils pestent un peu contre la politique d'enfant unique et contre l'obligation de vivre dans de petits logements des hautes tours d'habitation, mais ils pensent aussi que ces politiques sont un passage obligé pour ramener la Chine à la place qui a été la sienne depuis des millénaires, c'est-à-dire la première»,

souligne aussi le Montréalais. Bob sera bientôt à Montréal. Ce sera à son tour d'observer. Phil LeNir est directeur général de CoachingOurselves.com, une entreprise créée avec sa mère, Sacha, et son beau-père, Henry Mintzberg. Il vend ses programmes de formation à l'aide d'un portable et d'un logiciel de téléphonie WEB. «Je pense que, mieux que le sirop d'érable, nous devons trouver nos niches, aussi petites soient-elles, et être très conscients de notre petite place dans le monde», conclut-il.

Le Devoir



PHOTO FOURNIE PAR PHIL LE NIR

Phil LeNir, sur les traces de Bob en Chine.

LE DEVOIR.com

RÉDUIRE LA FENÊTRE ☐ Fermer la session

Bonjour!

* Version PDF du journal (3.7 Mo)

Avez-vous profité de vos 25 articles gratuits ce mois-ci ?

Cliquez ici pour y accéder

VOTRE PROFIL CHANGEZ D'IDENTITÉ

Accédez à votre profil en tout temps

Faites vous-même vos transactions en ligne.

Abonnements, renouvellements, changements d'adresse, arrêts temporaires, etc.

Rapide, simple et efficace!



Près de 2000 délégués à un congrès de pharmacologie à Québec

Québec — La Conférence mondiale de pharmacologie clinique et thérapeutique s'est ouverte hier soir, au Centre des congrès de Québec. Présenté aux quatre ans, l'événement a pour but de promouvoir les échanges, la coopération et les discussions concernant la recherche sur les médicaments et leur administration.

Pendant cinq jours, 1700 participants de 82 pays assisteront à près de 1200 présentations portant sur des thèmes très variés.

Des résultats cliniques relatifs à l'utilisation de médicaments contre le cancer devraient notamment être présentés. «Le Gleevec s'est montré très efficace pour le traitement d'un type de leucémie. Aujourd'hui, des chercheurs pensent que des dérivés du produit pourraient traiter d'autres formes de cancer. Ces médicaments ont un avenir très prometteur», selon Marc LeBel, coprésident de la conférence, qui se tient pour une première fois au Canada.

Le Canada y est d'ailleurs bien représenté. «À Toronto et à Montréal, nous avons développé une expertise dans le traitement des femmes enceintes et dans le traitement de la douleur», a ajouté le docteur en pharmacologie. «Depuis peu, on a découvert qu'une femme atteinte de fibrose kys-

tique pouvait poursuivre ses traitements et avoir une grossesse en même temps», a-t-il dit, ajoutant que de nouvelles recherches devraient permettre à des femmes atteintes d'autres maladies graves de vivre une grossesse sans risque.

Nouvel analgésique

Quant au traitement de la douleur, des spécialistes canadiens de l'hôpital Sainte-Justine de Montréal et de l'Hôpital pour les enfants malades (The Hospital for Sick Children) de Toronto présenteront leurs découvertes, qui pourraient mener à la création d'un nouvel analgésique n'ayant pas les effets secondaires de la morphine.

«Il faut cependant se rappeler que, sur 5000 médicaments inventés, un seul sera mis sur le marché», a expliqué M. LeBel, également fondateur d'Anapharm. Selon lui, la création d'un médicament peut prendre jusqu'à six ans.

Ce n'est pas le cas des produits naturels, puisqu'il suffit d'un an, un an et demi pour mettre un produit naturel sur le marché, parce qu'il n'a pas besoin d'être évalué comme un médicament normal. Ça ne leur enlève rien, sauf que l'efficacité de ces produits n'est pas prouvée, et ils peuvent aussi avoir des effets secondaires im-

portants», a-t-il dit. Pendant la Conférence mondiale de pharmacologie clinique et thérapeutique, un symposium sera entièrement consacré aux défis de la pharmacologie en Afrique. Des chercheurs africains y discuteront notamment de l'utilisation rationnelle des médicaments pour le sida.

Les recherches dans le domaine étant à un stade trop précoce pour faire des annonces, selon M. LeBel, ce sera plutôt le moment de discuter de nouvelles façons d'administrer les traitements.

«La pharmacologie clinique est la discipline qui se situe au début du processus de fabrication d'un médicament. La rencontre se veut donc un lieu d'échanges sur les avancées dans le domaine, et non l'occasion d'annoncer l'arrivée de nouveaux produits prêts à être administrés», a-t-il conclu.

Outre des chercheurs et des étudiants des milieux hospitalier et universitaire, des représentants de l'industrie pharmaceutique et d'organisations internationales du domaine de la santé (Organisation mondiale de la santé, Santé Canada, US Food and Drug Administration) sont réunis au Centre des congrès de Québec jusqu'à vendredi.

La Presse canadienne

Trou dans le fuselage d'un Boeing

Une bouteille d'oxygène pourrait être à l'origine de l'explosion

Manille — L'explosion qui a troué en vol le fuselage d'un Boeing 747-400 de la compagnie australienne Qantas, contraignant les pilotes à se poser d'urgence à Manille vendredi, pourrait avoir été provoquée par une bouteille d'oxygène de secours.

C'est une des hypothèses examinées hier par les enquêteurs de l'Aviation civile australienne, qui a annoncé avoir ordonné à Qantas de vérifier ses bouteilles à bord de chacun de ses 30 Boeing 747. Situées dans la soute et ayant une taille équivalant à celle des bouteilles utilisées par les plongeurs, elles sont destinées à fournir de l'oxygène en cas d'urgence, et notamment à alimenter le poste de pilotage.

Selon Neville Blyth, un des responsables du Bureau australien de sécurité dans les transports, il est

encore trop tôt pour déterminer s'il s'agit effectivement de la cause de l'explosion, qui a ouvert un orifice de trois mètres de diamètre sur le côté droit du fuselage, près de l'aile, sur la partie avant du quadriréacteur gros porteur. Il n'y a pas eu de blessés parmi les 346 passagers et 19 membres d'équipage.

«Il manque une bouteille au voisinage» de l'orifice, a expliqué M. Blyth au cours d'une conférence de presse tenue à Manille. Peter Gibson, porte-parole de l'Aviation civile australienne, a expliqué que des bouteilles d'oxygène étaient localisées près de l'endroit où s'est formé le trou. L'inspection de la flotte de Boeing 747 de Qantas devrait prendre plusieurs jours, a-t-il dit.

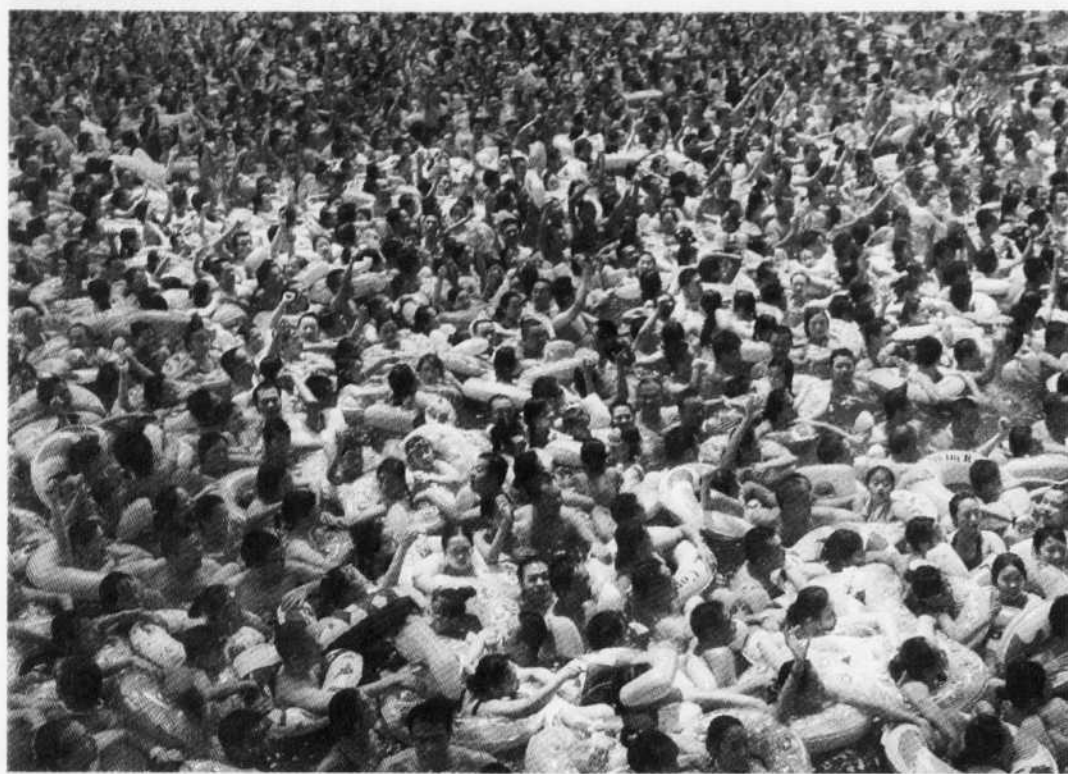
L'enquête se poursuit et toutes les pistes sont explorées, mais celle du terrorisme n'est pas privilégiée.

«À ce stade, il n'y a aucune preuve que l'incident soit lié à la sécurité», a déclaré Neville Blyth. Les analyses n'ont pas révélé de traces d'explosifs et les chiens policiers qui ont inspecté l'appareil, en particulier la soute et les bagages, n'ont rien trouvé. Une heure après le décollage de l'avion, qui avait fait escale à Singapour sur le trajet Londres-Melbourne, une forte explosion avait secoué l'appareil volant alors à 8800 mètres d'altitude. Les masques à oxygène, ont témoigné les passagers, se sont déployés automatiquement, en raison de la dépressurisation brutale de la cabine. Conformément à la procédure, les pilotes ont immédiatement entamé une descente d'urgence et ont posé sans encombre l'appareil à Manille.

Associated Press

LES ACTUALITÉS

MARÉE HUMAINE



REUTERS

TOUT LE MONDE À L'EAU! C'est probablement ce qu'ont lancé en chœur ces résidents de la ville de Suining, dans la province chinoise du Sichuan, qui ont littéralement rempli la piscine publique locale. Il faut dire qu'ils avaient de quoi vouloir se rafraîchir un peu, puisque le mercure a atteint hier les 37 degrés Celsius.

Grâce au projet de taxe sur les émissions de carbone

Dion améliore son image

JOAN BRYDEN

Ottawa — La proposition risquée de Stéphane Dion consistant à imposer une taxe sur les émissions de carbone n'a pas propulsé le Parti libéral du Canada (PLC) au sommet des sondages politiques, mais elle semble avoir permis au chef libéral d'améliorer son image, ce dont il avait grandement besoin.

À l'occasion d'une tournée effectuée la semaine dernière dans l'est de l'Ontario afin de vendre son «virage vert», M. Dion a fait face aux critiques d'agriculteurs et de camionneurs qui redoutent qu'une taxe sur les émissions de carbone issues du carburant diesel les mettent sur la paille, et ce, malgré les réductions d'impôt et les avantages fiscaux que le dirigeant du PLC propose en guise de compensation.

M. Dion a également entendu les mises en garde lancées par certains libéraux, qui craignent de ne

pas pouvoir rendre la proposition acceptable aux yeux des électeurs.

Néanmoins, le chef libéral a été loué pour avoir eu le courage de risquer un débat sur la question de la lutte contre les changements climatiques.

«Je souhaite vous remercier pour votre courage», a dit une conseillère municipale Bernadette Clement, à M. Dion lors du passage de ce dernier à Cornwall (Ontario), l'une des 17 villes et municipalités canadiennes jusqu'à présent visitées cet été par le chef libéral.

«Je soupçonne qu'il n'est pas facile de proposer des idées très nouvelles, des idées très audacieuses [...] Vous avez élevé le niveau de discussion dans ce pays», a-t-elle ajouté.

Après que le chef libéral a été pendant 18 mois la cible des critiques incessantes des conservateurs, qui le disent mou et affirmant qu'il n'a rien d'un chef, de telles louanges sont douces à l'oreille de M. Dion, qui peut main-

tenant se permettre le luxe d'attribuer au premier ministre Stephen Harper le rôle de poltron.

En entrevue, M. Dion a raconté avoir rencontré plus de 4000 Canadiens et accordé plus de 100 entrevues à des représentants des médias, au cours des cinq dernières semaines, lors desquelles il a engagé un débat ouvert, a répondu aux questions et a fait face à la critique.

«Je suis un politicien courageux. Je travaille sans filet», a-t-il déclaré à La Presse canadienne.

M. Dion a présenté le premier ministre Harper comme un politicien aux interventions soigneusement calculées, incapable de spontanéité avec les journalistes ou la population. Il a ajouté que M. Harper craignait de débattre avec lui de la question du virage vert, préférant «insulter l'intelligence» des électeurs avec des «mensonges» au sujet du projet libéral et un «langage vulgaire».

La Presse canadienne

Fusillade dans une église: un mort

Knoxville (Tennessee) — Un homme armé a ouvert le feu hier pendant la messe célébrée dans une église de Knoxville (Tennessee), faisant un mort et huit blessés, selon la police.

Le tireur, dont l'identité n'a pas été dévoilée, a été arrêté, selon le chef de la police de Knoxville, Sterling Owen. Cinq des huit blessés se trouvaient dans un état critique, selon Becky Thompson,

une porte-parole de l'Hôpital universitaire du Tennessee.

La personne tuée est un homme âgé de 60 ans, Greg McKendry, fidèle de longue date de l'église.

«Il semble que M. McKendry est la première personne que le tireur ait rencontrée lorsqu'il est entré dans l'église», a déclaré Sterling Owen. «Il va falloir du temps avant que tous les faits soient

éclaircis.» Selon un témoin, Steve Drevick, l'homme est entré dans l'église de l'Unitarian Universalist Church avec un fusil de chasse et a tiré trois fois avant d'être maîtrisé. Environ 200 personnes se trouvaient dans l'église au moment des tirs. Elles regardaient un spectacle joué par 25 enfants, qui n'ont pas été touchés.

Associated Press

Appuyez l'alphabétisation des enfants!



- Le matin du **mercredi 24 septembre**, *The Gazette* et *Le Devoir* distribueront des copies de leurs journaux dans les rues du centre-ville en échange de dons pour leur programme Lire, c'est grandir.
- Depuis son lancement en 2002, la campagne Lire, c'est grandir / *Raise-a-Reader* de la Fondation Canwest, a amassé au-delà de 10 millions de dollars qui ont été remis à des programmes d'alphabétisation familiale à travers le Canada.
- 100 pour cent de l'argent amassé sera versé à des programmes d'alphabétisation pour enfants au Québec.

Pour faire un don, svp visitez

www.raiseareader.com

ou, téléphonez le **514 987-2681**

ou veuillez remplir le coupon ci-dessous.

CanWest
Raise a Reader Lire, c'est grandir.
The Gazette LE DEVOIR

The Gazette

POUR FAIRE UN DON :

- Remplissez ce coupon et le retourner à : The Gazette/Raise-a-Reader, C.P. 11057 Succ. Centre-ville, Montréal, Québec, H3C 4Z5.
- Ce coupon peut aussi être déposé aux bureaux de *The Gazette* au 1010, rue Sainte-Catherine Ouest (mezzanine)
- Visitez-nous en ligne : **www.raiseareader.com**
- Par télécopieur : **514 987-2398**
- Ou, téléphonez le **514 987-2681** du lundi au vendredi entre 9 h et 17 h.

SVP ayez sous la main votre carte de crédit.

Montant : \$ Chèque libellé à l'ordre de : **Raise-a-Reader / Lire, c'est grandir**

SVP ENVOYEZ LE REÇU D'IMPÔT À :

NOM DE FAMILLE
PRÉNOM
ADRESSE APARTEMENT
VILLE CODE POSTAL
TÉLÉPHONE
TYPE DE PAIEMENT :
☐ Chèque ☐ Comptant ☐ Mandat-Poste
☐ Visa ☐ MC ☐ Amex
NUMÉRO DE CARTE DE CRÉDIT DATE D'EXPIRATION
SIGNATURE

Avec les vacances de la construction

Tourisme: le pire est passé

À l'exception de Québec, la plupart des régions québécoises ont composé avec un début de saison estivale difficile sur le plan touristique, mais le pire est passé, avec l'élan donné par les vacances de la construction, selon divers intervenants du milieu interrogés cette semaine par *La Presse canadienne*.

Et ces derniers soutiennent que l'impact des célébrations du 400^e anniversaire de Québec est un facteur parmi d'autres pour expliquer la baisse de l'achalandage en mai, en juin et au début de juillet.

La hausse du prix de l'essence et un mois de juin pour le moins pluvieux (19 jours à Montréal et 26 dans les Cantons-de-l'Est) sont aussi montrés du doigt pour expliquer la baisse du nombre des touristes.

Le directeur général de Tourisme Bas-Saint-Laurent, Pierre Laplante, estime que la diminution a été de 5 à 10 % avant les vacances de la construction, comparativement à la même période l'an dernier.

La situation a été moins rose encore dans les régions éloignées comme la Côte-Nord et la Gaspésie, où les gens parlent même d'une chute draconienne.

En Outaouais, même si on n'a pas de données, l'association touristique régionale parle aussi d'une baisse et de l'impact du 400^e, mais

elle mentionne que le vent est maintenant plus favorable. Au centre de villégiature Tremblant, dans les Laurentides, on a noté une baisse de 5 à 7 % en début de saison.

Force du huard

Moins d'Américains aussi, avec un recul de 10 %. Mais Tremblant rappelle que, en général, son emplacement accueille beaucoup plus d'Américains en hiver qu'en été. Le vice-président Ventes, marketing et communications, Alain Brochu, ajoute aussi le contexte économique, notamment la force du huard, pour expliquer la baisse de visiteurs provenant de l'extérieur du Québec.

M. Brochu reconnaît qu'il y a eu «un peu de retard en mai et juin», mais il ajoute «que les projections en matière de réservations sont à la hausse pour les prochains mois à Tremblant».

Interrogé sur l'effet du 400^e, M. Brochu signale que plusieurs régions en profitent. «Des touristes ontariens ou étrangers vont certes à Québec, mais leurs déplacements se font aussi dans d'autres régions, ce qui fait que ces dernières bénéficient jusqu'à un certain point du 400^e».

Les Cantons-de-l'Est sont un bon exemple, comme le signale Alain Larouche, le directeur général de

l'association touristique régionale.

«Les Américains connaissent notre région, dit-il, et ils s'arrêtent pour coucher une nuit, ce qui fait que les hôteliers enregistrent le meilleur score de puis 2002.»

Selon lui, la saison est bien lancée, car, à quelques petites exceptions près, les chiffres sont à peu près équivalents à ceux de l'an dernier, en faisant référence à la fréquentation dans les parcs régionaux, au zoo de Granby, dans le secteur du lac Memphrémagog ou sur la route des vins.

Au sujet de la tenue de nombreux congrès dans la Vieille Capitale, M. Larouche a tenu à signaler que les acteurs de l'industrie savaient depuis deux ans que «presque tout le monde voulait aller à Québec».

Depuis quelques semaines, certains intervenants touristiques ont déploré une baisse de fréquentation des visiteurs lors d'événements liés aux festivals régionaux, notamment, en raison du 400^e. Même Montréal notait de nouveau une diminution des visiteurs américains sur son sol, cette année, notamment à cause de la force du dollar canadien. Tourisme Québec fera, en septembre ou octobre prochain, le bilan complet de la saison touristique de l'été.

La Presse canadienne

Montréal, Toronto et Vancouver écopent

Toronto — Le Québec n'est pas la seule région canadienne touchée par la baisse du tourisme. Les trois principales destinations touristiques au pays, Montréal, Toronto et Vancouver, font toutes état d'un déclin significatif du nombre des visiteurs en juillet.

Les responsables du tourisme montréalais s'attendent à accueillir environ 7,8 millions de touristes cet été, pour un apport de près de 2,7 milliards de dollars, mais c'est moins que pendant d'autres années, d'après John Dunn, de Tourisme

Montréal. Selon lui, toutes les conditions sont réunies pour nuire au marché canadien du tourisme cet été: prix record de l'essence à la pompe, vigueur du dollar canadien, règlements américains sur les passeports et ralentissement de l'économie mondiale.

Vancouver attire habituellement à peu près 8,7 millions de touristes par an, qui y dépensent 3,7 milliards.

La ville a reçu 6 % de moins d'Américains cette année, comparativement à l'an passé, selon le bu-

reau de tourisme de la ville.

Toronto, qui a accueilli 10,6 millions de visiteurs et bénéficié de leurs dépenses de plus de 4 milliards en 2007, a connu un bon début d'été en 2008, mais cette tendance s'est estompée depuis, a fait savoir le responsable du tourisme torontois.

En revanche, certaines parties des Maritimes, notamment la Nouvelle-Écosse, s'en sont un peu mieux tirées que le reste du pays.

La Presse canadienne

AUTOCHTONES

Sincères, les excuses d'Ottawa?

Edmonton — Maintenant que le gouvernement fédéral s'est excusé solennellement pour les agressions commises dans des pensionnats autochtones, la présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), Beverly Jacobs, entend découvrir si ces excuses étaient vraiment sincères.

Mme Jacobs et le premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, Floyd Roland, seront les hôtes du 2^e Sommet national des femmes autochtones, une rencontre de trois jours qui se tiendra à Yellowknife à partir de demain.

Quelque 150 déléguées y discuteront d'un plan d'action pour mettre en œuvre plus de 140 recommandations traitant de divers sujets, dont la pauvreté, la violence et la justice, formulées lors du premier sommet tenu à Corner Brook (Terre-Neuve-et-Labrador) l'année dernière.

Beaucoup de discussions ont eu lieu afin d'améliorer la vie des autochtones, croit Mme Jacobs, mais il est temps de voir si le premier ministre Stephen Harper est vraiment sérieux. «Je ne veux pas entendre parler d'une autre femme portée disparue, je ne veux pas entendre parler d'une autre femme assassinée. Je ne veux pas entendre parler d'une femme qui n'a pas de maison où habiter, a dit la citoyenne hawke, membre des Six Nations du territoire de la rivière Grand, dans le sud de l'Ontario. Voilà les changements que je veux voir».

Plusieurs groupes de femmes autochtones étaient optimistes lors des pourparlers sur l'accord de Kelowna de 2005, lequel proposait davantage d'argent pour des programmes visant à améliorer la qualité de vie des autochtones.

Mais le porte-parole du premier ministre Stephen Harper, Kory Te-

neyck, a indiqué ne pas s'attendre à ce que le gouvernement fasse avancer ce dossier.

Le Sommet national des femmes autochtones est un moyen d'attirer l'attention du gouvernement fédéral sur les problèmes des autochtones, mais la présidente de l'AFAC craint que tout cela ne tombe dans l'oreille d'un sourd. Plus tôt ce mois-ci, lors d'une rencontre entre les premiers ministres des provinces et des territoires et les dirigeants autochtones ayant eu lieu à Québec, le premier ministre du Québec, Jean Charest, avait invité Stephen Harper à discuter de l'avenir des enfants autochtones. Jean Charest avait alors dit que ses homologues et lui espéraient aller de l'avant à partir de l'impulsion du moment créée par les excuses officielles du gouvernement fédéral.

La Presse canadienne

200 Canadiens de plus pourraient se retrouver en Afghanistan

Kandahar, Afghanistan — Le Canada pourrait accroître de presque 10 % son contingent en Afghanistan, afin de contribuer aux opérations des hélicoptères qui seront bientôt envoyés dans ce pays, a indiqué samedi David Emerson, le ministre des Affaires étrangères.

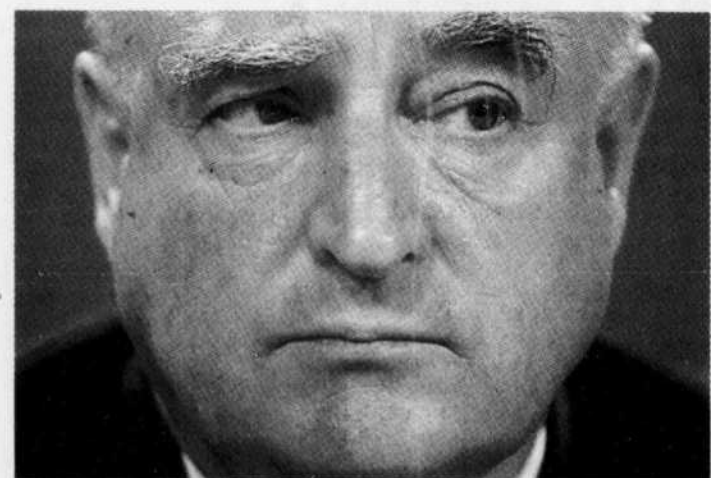
Au cours d'une conférence de presse tenue à Kaboul, M. Emerson a indiqué que, puisque sont attendus des renforts importants en provenance des autres pays membres de l'OTAN, le Canada apportera lui aussi une petite contribution.

Il semblait alors faire référence aux hélicoptères et aux drones qui doit recevoir le Canada d'ici le mois de février.

Les autorités gouvernementales ont déjà mentionné que ces appareils nécessitent des pilotes, des mécaniciens et des contrôleurs aériens, mais elles n'avaient pas, jusqu'à présent, indiqué le nombre de militaires que le pays devra envoyer en renfort en Afghanistan.

M. Emerson a mis un terme, samedi, à une visite de deux jours en Afghanistan, sa première depuis sa nomination au poste de ministre des Affaires étrangères. En réponse aux questions des journalistes, le ministre a indiqué que le nombre des militaires présents en Afghanistan pourrait passer de 2500 à 2700, une augmentation d'environ huit pour cent. Il a aussi dit s'attendre à une hausse de la contribution d'autres pays.

Les capacités aériennes du Cana-



ARCHIVES LE DEVOIR

David Emerson, ministre canadien des Affaires étrangères

da sont présentement limitées, le contingent ne disposant même pas d'un hélicoptère et devant se fier à ses alliés. Le ministre lui-même a dû monter à bord d'un hélicoptère britannique pour visiter le site de travaux de reconstruction canadiens.

Le rapport Manley, déposé en janvier dernier, avait recommandé l'envoi de nouveaux hélicoptères pour le transport. Les forces canadiennes attendent maintenant six hélicoptères Chinook et des drones d'ici six mois.

Le ministre a affirmé avoir été frappé, au cours de sa visite, par les défis à relever en Afghanistan. Il a laissé sous-entendre que la menace

talibane pourrait durer encore plusieurs années et que le plus important problème du pays ne sera peut-être pas réglé avant la fin de la mission canadienne, en 2011.

«Le soulèvement ne pourra pas être contrôlé à court terme», a affirmé le ministre. «Nous nous sommes engagés, avec le Parti libéral, à rapatrier nos troupes, à terminer nos initiatives, en 2011... Est-ce que le travail sera terminé pour tout le pays d'ici 2011? Visiblement pas», a conclu M. Emerson. Le ministre s'est toutefois dit optimiste que les efforts canadiens apportent des progrès.

La Presse canadienne

ÉCONOMIE

ANALYSE

Crise économique, panne de régulation

MARIE-BÉATRICE BAUDE
ADRIEN DE TRICORNOT

Ce fut un aveu d'impuissance. Involontaire mais significatif. Le mardi 15 juillet, lors de la présentation de sa politique monétaire devant le Congrès, Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), a laissé percer qu'il ne croyait plus vraiment aux prévisions de ses propres experts. Rassurés par les effets sur la consommation du paquet fiscal distribué à la classe moyenne, les économistes de la Fed viennent en effet de revoir à la hausse la croissance américaine pour 2008: entre 1 % et 1,6 %, contre 0,3 % à 1,2 % en avril. M. Bernanke s'est empressé de préciser qu'il était néanmoins de plus en plus délicat de prévoir quoi que ce soit, croissance ou inflation.

À quel saint se vouer

Le banquier central de la première puissance mondiale ne sait-il plus à quel saint économiste se vouer? Puisque les pressions inflationnistes augmentent aux États-Unis, il serait tenté de rompre avec sa politique de baisse des taux. Mais il prendrait le risque de sacrifier le peu de croissance qui empêche (pour le moment) le pays de tomber dans la récession.

Lorsque la confiance est rompue, le consommateur cède plus volontiers à la panique et à l'intérêt individuel qu'aux comportements de bon aloi. Il n'empêche. Les manettes de la régulation classique répondent de moins en moins. Il y a quelques semaines, nombre d'experts croyaient que le pire de la crise des *subprimes* était derrière nous et que les marchés financiers avaient retrouvé leur calme grâce aux aides des autorités monétaires mondiales. Excès d'optimisme? Aujourd'hui, une des perles de Wall Street, la banque Lehman Brothers, qui détient un large portefeuille de produits liés à l'immobilier, tente d'éviter la faillite! Ce cas n'est pas isolé: de 100 à 150 établissements financiers seraient menacés. La planète affronte simultanément un choc pétrolier, une hausse des prix alimentaires et une crise financière et monétaire, avec un dollar au plus bas.

En alerte

Les interrogations qui pèsent aujourd'hui sur les effets réels de la politique menée par la Banque centrale européenne (BCE) sont significatives. L'organisme monétaire est en alerte: 4 % d'inflation en juin dans la zone euro, sur un an, c'est deux fois plus que l'objectif officiel de 2 %. Jusqu'à récemment, ce but avait presque été atteint: 2,2 % en 2005 et en 2006, 2,1 % en 2007. Face à la montée des prix, Jean-Claude Trichet, son président, a décidé,

le 3 juillet, d'augmenter le principal taux directeur d'un quart de point, à 4,25 %, afin de prévenir les dangers d'un «second tour», en clair d'un emballement durable des prix via des augmentations salariales élevées.

Un choix controversé. Tout comme celui de la Fed, qui a jusqu'à maintenant fait le pari inverse, desserrant les conditions de financement, de 5,25 % à 2 %, afin de combattre les risques de récession. Les pro-BCE soulignent la sagesse de la banque à soutenir l'euro, dont la valorisation par rapport au dollar permet de réduire la facture pétrolière, mais ils dénoncent le laxisme de la Fed qui, en inondant l'économie mondiale de liquidités, favorise les bulles financières. Les anti-BCE s'inquiètent, eux, de la trop forte appréciation de la monnaie unique, qui pénalise la capacité concurrentielle des entreprises européennes en renchérissant leurs exportations. Un débat des plus classiques.

Ce qui l'est moins touche aux effets inattendus des choix de la BCE. En remontant ses taux d'intérêt, celle-ci nourrirait involontairement l'inflation, dont elle veut pourtant combattre les effets. Lorsque, le 5 juin, M. Trichet avertit d'une possible remontée des taux d'intérêt, l'annonce participe à un renforcement de l'euro par rapport au dollar et contribue à un bond sans précédent du prix du pétrole: 16 dollars en deux jours!

Liens troubles

L'euro et l'or noir entretiendraient-ils des liens troubles? C'est la question que se posent trois économistes de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), dans une note du 9 juillet, *Pétrole et euro: liaisons dangereuses*. «Il y a quelques années, écrivent-ils, on considérait que la hausse du baril induisait une augmentation de la demande de dollars, utilisés pour les transactions pétrolières ou accumulés en réserves de change par les pays producteurs. Le lien attendu était qu'une hausse de l'or noir entraîne une appréciation du billet vert.»

Autre élément qui chamboule la donne pour la BCE: la spéculation. Les investisseurs qui prennent des positions spéculatives à la baisse sur le dollar — monnaie de cotation des matières premières — jouent, en même temps, sur la hausse des indices de matières premières. Une valorisation de l'euro les incite à parier sur un pétrole cher. La spéculation a toujours existé, mais les marchés à terme de matières premières — dans lesquels on parle à la hausse comme à la baisse sans avoir à détenir physiquement les produits — se sont développés de manière spectaculaire.

Le Monde



CHRIS HONDROS/GETTY IMAGES-AGENCE FRANCE-PRESSE

Comment, s'interrogent-ils, financera-t-on le développement économique, si l'argent se tarit en Bourse?

Le rationnement du crédit menace l'économie

La dégradation des bilans bancaires pèse sur les sources de financement de la croissance

ANNE MICHEL

Faut-il craindre pour le financement de l'économie? La question commence à agiter les milieux d'affaires, préoccupés à la fois par la baisse des marchés boursiers et la dégradation de la situation financière des banques. Comment, s'interrogent-ils, financera-t-on le développement économique si l'argent se tarit en Bourse et si les banques, de leur côté, faute de capitaux, ferment le robinet du crédit?

Aux États-Unis, 130 milliards de dollars ont déjà été engloutis par le système bancaire, sous forme de capitaux nouveaux, sans que la santé des banques américaines s'améliore, bien au contraire. La situation des banques européennes est à peine meilleure, alors que se forme, avec la faillite des assureurs dits «*monolines*», la deuxième vague de la crise des *subprimes* (crédits hypothécaires risqués). Même les banques qui n'ont pas pris de risques directs sur le marché des *subprimes* seront affectées et subiront des pertes.

Des mois difficiles

Désormais rangés à l'idée que le pire de la crise financière issue des *subprimes* n'est sans doute pas passé, les économistes s'attendent à des mois difficiles. «On ne sait pas

quand, ni quelle sera son intensité, mais il va y avoir un «credit crunch» (un rationnement du crédit). Les ménages et les entreprises vont souffrir, surtout les plus fragiles, les PME», avertit Olivier Pastre, professeur d'économie à l'Université de Paris-VIII et coauteur du *Roman vrai de la crise financière* (Ed. Perrin).

Cette crise du crédit se ferait d'ailleurs déjà sentir au niveau micro-économique, si l'on se fie aux témoignages des entreprises et des ménages. Ceux-ci contrastent vivement avec les statistiques de production de prêts des banques centrales — notamment avec le taux de croissance du crédit aux entreprises et aux ménages dans la zone euro durant le mois d'avril, de +10,6 % — toujours très largement positives mais en retard sur la réalité. «Les statistiques tiennent compte de la progression sur un an. En outre, il peut s'agir de marges de crédit pluriannuelles, consenties aux entreprises quand tout allait bien», explique un proche des autorités de tutelle bancaires.

D'accord sur le constat, les économistes semblent, en revanche, partagés sur les conséquences d'une telle crise du crédit, et notamment sur la façon de continuer à financer la croissance. Pour certains, il faudra changer de modèle, sortir d'une économie de surendettement, financée, au cours des

dernières années, par des «effets de levier» exagérés, pour passer à une économie financée par le capital.

Investisseurs à long terme

Ce changement de modèle devrait alors favoriser la montée en puissance dans l'économie d'investisseurs à long terme, des investisseurs aux poches profondes échappant à la contrainte de la rentabilité immédiate, comme les fonds souverains, les fonds de pension ou les établissements financiers publics.

En période de turbulences sur les marchés, ces investisseurs — que tous les pays occidentaux tentent désormais d'attirer — permettraient d'assurer un financement pérenne des grandes entreprises cotées en Bourse, tout en stabilisant leur capital. La crise économique de 1929 s'était d'ailleurs soldée par le retour du financement par le capital.

D'autres économistes, plus nuancés, estiment que la crise actuelle va entraîner un rééquilibrage entre les financements de marché et les crédits bancaires.

C'est le cas de Nicolas Véron, chercheur au centre Bruegel. Convaincu que «les difficultés des banques, en tension sur leurs fonds propres, vont se transmettre à l'économie», M. Véron s'attend à un coup de frein porté au dynamisme des petites et moyennes entre-

prises, les plus créatrices d'emplois. La France, où de grandes banques de proximité comme le Crédit agricole ont souffert de la crise des *subprimes*, devrait être concernée par ce ralentissement.

Mais M. Véron ne croit pas à une révision du modèle de financement de l'économie, estimant qu'«on ne pourra pas remplacer la dette par du capital». Expliquant que, en dépit des apparences, «la Bourse [à l'exception des valeurs bancaires] s'effondre moins que le crédit», l'économiste préconise un système «plus ouvert aux financements de marchés», comme c'est le cas outre-Atlantique. Cela, estime-t-il, permettrait de «limiter la vulnérabilité de l'économie à un choc bancaire».

Finalement, juge Christian de Boissieu, «le pessimisme actuel est peut-être excessif». Tout en insistant sur la gravité d'une crise qui, «pour la première fois, voit se conjuguer trois chocs majeurs: pétrolier, alimentaire et financier», l'économiste estime que les liquidités, très abondantes dans le monde, finiront par soutenir le rebond des marchés et de l'économie. «The money which is nowhere must be somewhere [l'argent qui est nulle part doit être quelque part]», conclut-il, citant l'économiste sir Dennis H. Robertson, qui fut l'adversaire de Keynes.

Le Monde

FRANCE

GDF Suez, un colosse fragile

JEAN-MICHEL BEZAT

Pierre Gadonneix, alors patron de Gaz de France (GDF), rêvait de marier son entreprise au groupe d'énergie et d'environnement Suez. Avec la naissance officielle de GDF Suez, mardi 22 juillet, son rêve se réalise. Mais sans lui, et peut-être contre lui. Devenu patron d'EDF en 2004, il sait que le nouveau groupe, entré dans la cour des grands où EDF était seul avec l'allemand E.ON, sera un concurrent redoutable. Cette belle opération flattera l'ego de ceux qui l'ont réalisée et alimentera le patriotisme économique français. Il est en revanche moins sûr qu'elle bénéficie directement aux consommateurs et renforce la sécurité énergétique de la France autant que ses partisans l'affirment.

La création de GDF Suez a un véritable sens industriel dans un secteur de l'énergie très gourmand en capitaux et en pleine concentration. La France y compte déjà quatre sociétés de taille mondiale: Total (quatrième société pétrolière), EDF (premier producteur européen d'électricité), Areva (seul acteur nucléaire à maîtriser toute la chaîne de l'atome civil) et Alstom (30 % des turbines des centrales en service dans le monde). GDF Suez complètera la panoplie avec sa place de premier acheteur de gaz en Europe.

Autre rapprochement?

Un autre rapprochement était-il possible? Celui de GDF avec Total, un temps envisagé, butait sur le refus de la société pétrolière de s'embarasser de relations complexes avec l'État et 11 millions de clients. L'adossément du groupe gazier français au producteur algérien Sonatrach? Suggéré par le candidat Nicolas Sarkozy en 2007, il frisait la provocation politique vis-à-vis d'Alger. Quant à la fusion EDF-GDF, elle a été rapidement écartée par le chef de l'État. L'entreprise aurait eu un poids écrasant en France et Bruxelles aurait obtenu en contrepartie la cession d'une partie des centrales nucléaires d'EDF, hypothèse exclue par le gouvernement. De son côté, Suez

n'avait pas pu conclure son rapprochement avec E.ON en 2000. Une montée progressive au capital de l'Espagnol Gas Natural — scénario toujours plausible — aurait été longue et incertaine...

Va pour la fusion et la concurrence entre EDF et GDF Suez. Dès 2004, le plan stratégique d'EDF prévoyait que la transformation d'EDF et GDF en sociétés anonymes et leur introduction en Bourse entraînerait une «concurrence frontale» entre eux. Et d'avantage en cas de fusion GDF-Suez. Les deux entreprises historiques se partagent en effet l'essentiel du marché français des particuliers: 29,5 millions pour l'électricien, 11 millions pour le gazier. La guerre a commencé et les deux groupes «s'échangent» des clients: 80 % des particuliers ayant changé de fournisseur depuis le 1^{er} juillet 2007 ont choisi EDF ou GDF. Ce jeu des vases communicants a ses limites. La croissance de leur clientèle et de leur activité se fera hors des frontières hexagonales. La logique de développement d'EDF le pousse à «rattraper à l'étranger ce qu'il perd en France», juge M. Gadonneix. Le mécanisme vaut pour GDF Suez.

Alors, pourquoi cette fusion, qui a pris deux ans et demi? Les dirigeants de GDF Suez ont raison de dire que, en gagnant en puissance, l'acheteur gagne en crédibilité et renforce son pouvoir de négociation. Aujourd'hui face à Gazprom, à la Sonatrach et à StatoilHydro, demain avec les Qataris et les Iraniens. Leader mondial du gaz naturel liquéfié (GNL) et premier acheteur européen avec 100 milliards de mètres cubes par an, soit la consommation de l'Allemagne, le groupe sera un partenaire obligé et un client de poids. La diversification de son portefeuille gazier (Russie, Algérie, Norvège, Indonésie, Yémen, Égypte, Nigeria, golfe du Mexique...) constituera aussi un atout pour la sécurité de l'approvisionnement du pays. Enfin, le groupe contribuera (30 milliards d'euros sur 2008-2010) à l'énorme effort d'investissement nécessaire pour éviter panaches et coupures de gaz en Europe. La société de conseil Capgemini l'a évalué à 700 milliards d'euros d'ici 2030 pour les seules centrales électriques.

BERTRAND GUAY AGENCE FRANCE-PRESSE
Pierre Gadonneix, alors patron de Gaz de France

Hausse de prix sans précédent

Cela ne donnera pas pour autant un pouvoir de marché à GDF Suez, ni le contrôle des prix. En bonne théorie économique, la concurrence voudrait qu'ils baissent. Dans l'énergie, les bénéfices de la concurrence ne s'afficheront pas sur les tarifs de vente du

gaz ou de l'électricité (dont une partie croissante sera produite à partir de centrales au gaz). Non, ces prix dépendent moins de la concurrence entre fournisseurs que du rapport de force entre producteurs et fournisseurs, de la rareté des ressources et des coûts de production, de transport et de distribution, dans un contexte où toutes les sources d'énergie sont tirées par la flambée des cours de l'or noir.

Selon les experts du Cambridge Energy Research Associates, le doublement du prix moyen du baril entre 2007 et 2008 (de 70 à 140 dollars) se traduira par un doublement du prix du gaz entre 2007 et avril 2009. Aussi puissants soient-ils, EDF, E.ON ou GDF Suez doivent s'inscrire dans ce marché où les pays producteurs et leurs sociétés nationales font la loi.

«Le prix du gaz n'est pas lié aux évolutions capitalistiques des entreprises du secteur, il est indexé sur le prix du pétrole dans le cadre de contrats à long terme», résume Jean-François Cirelli, numéro deux de GDF Suez, pour répondre aux accusations de la gauche, de la CGT et des associations de consommateurs. Même ces accords à long terme, censés garantir des prix intéressants et une sécurité d'approvisionnement, commencent à être remis en cause par des pays producteurs. Dénonçant «des difficultés pour renégocier» les prix dans le cadre de ces accords sur vingt ou trente ans, le ministre algérien de l'énergie, Chakib Khellil, vient de prévenir que «la Sonatrach optera pour des contrats à court terme». Ils seront sans doute moins intéressants pour les pays consommateurs.

La naissance de GDF Suez coïncide avec un mouvement de hausse sans précédent des prix du gaz. L'image du nouveau groupe va en souffrir. Il y a quelques jours, le patron de Gazprom pronostiquait que le baril de pétrole atteindrait prochainement 250 dollars et que les 1000 mètres cubes de gaz vaudront alors quatre fois ce prix. «La situation devient assez dramatique pour les consommateurs», reconnaissait Alexei Miller. On ne saurait mieux dire.

Le Monde

EDITORIAL

La course polaire

Quatre cent douze milliards de barils de pétrole. Le tiers des réserves prouvées de la planète. Voilà ce que renfermeraient les profondeurs de l'Arctique, selon la plus récente évaluation du US Geological Survey. On peut compter sur le premier ministre Stephen Harper pour profiter de l'occasion afin de réaffirmer la souveraineté «indiscutable» du Canada sur le Nord — et pour réduire le débat sur le développement du monde circumpolaire à une guerre de drapeaux et de brise-glaces.



Après quatre ans de recherche, le US Geological Survey, l'agence scientifique américaine spécialisée dans les hydrocarbures, a accouché mercredi dernier de la première estimation exhaustive du potentiel en pétrole et en gaz situé au nord du cercle polaire: 90 milliards de barils de brut, trois fois plus de gaz naturel, 20 % des réserves mondiales probables de gaz naturel liquéfié... Effet de nouvelle garanti, dans le contexte actuel de resserrement de l'offre énergétique, de flambée des prix à la pompe et de croissance extraordinaire de la demande dans les pays en développement. Les gouvernements nordiques et l'industrie pétrolière n'ont jamais à ce point salivé devant l'Arctique, qui leur devient d'autant plus hospitalière que ses glaces fondent... Si on était cynique, on dirait qu'Ottawa a tout avantage, en l'occurrence, à se trainer les pieds dans la lutte contre les gaz à effet de serre.

Le hasard a par ailleurs fait que les estimations publiées par le US Geological Survey ont été rendues publiques un an, presque jour pour jour, après que deux petits sous-marins russes eurent plongé à 4000 mètres de profondeur, au début d'août 2007, pour aller planter un drapeau sous le pôle Nord. Le coup d'éclat, sans impact juridique par ailleurs, aura relancé de belle façon le débat au sujet de la souveraineté sur l'Arctique. Piqué au vif, Peter MacKay, le ministre des Affaires étrangères d'alors, avait déclaré que la zone convoitée par la Russie était «indiscutablement» canadienne.

Indiscutablement? Cela reste à voir. Les experts de l'ONU, garants de la Convention sur le droit de la mer, diront d'ici 2013 qui, d'Ottawa ou de Moscou, a les prétentions nationales les mieux fondées scientifiquement. Pour l'heure, il semble pourtant que ce soit la Russie qui soit la mieux placée pour faire la preuve géologique que la dorsale Lomonossov, une chaîne de montagnes sous-marine qui traverse l'Arctique, est le prolongement du plateau continental russe, et non du plateau canadien.

Les politiciens ne s'embêtent malheureusement guère de tels détails scientifiques dans leurs communications avec l'électorat, préférant jouer de rhétorique nationaliste à consommation facile. Ainsi, le scénario mauvais veut que, dans cette course au sommet du monde, le partage de l'Arctique sera moins le résultat d'un jugement onusien et d'un dialogue multinational que de luttes de pouvoir croisées entre les cinq pays concernés — le Canada, la Russie, les États-Unis, le Danemark et la Norvège. Ce scénario est tout à fait plausible.

«L'Arctique canadien est au cœur de notre identité nationale», déclarait l'année dernière Stephen Harper, qui a annoncé, entre autres mesures militaires depuis un an, un investissement de sept milliards sur 25 ans pour l'achat de navires de patrouille. Désolante perspective: que le Canada cherche à assumer sa nordicité est louable, qu'il se propose d'y arriver en mettant l'accent sur sa défense militaire, au détriment d'initiatives sociales, écologiques, économiques et diplomatiques, l'est autrement moins. On imagine mal, de toute façon, que le pugnace premier ministre-président Vladimir Poutine se laissera impressionner.

La manière Harper est au demeurant très contestable, dans la mesure où elle est à mille lieues du *Canadian Way* et est fondée sur le dialogue et la coopération. Les dernières décennies ont pourtant démontré que c'est en mettant dans la balance ses intérêts et ceux de ses voisins circumpolaires, et non en bombant le torse, que le Canada a réussi à préserver sa souveraineté arctique.

Question de calmer les tensions, les cinq ont d'ailleurs tenu, le printemps dernier au Groenland, une grande réunion qui s'est terminée par l'engagement des participants à régler «de manière ordonnée» toute question litigieuse, à «renforcer leur coopération basée sur une confiance mutuelle et la transparence» et à «assurer la protection et la préservation du fragile environnement marin de l'océan Arctique». Des phrases creuses? L'avenir dira comment ces belles promesses, que l'on voudrait voir être tenues, résisteront à la convoitise de 412 milliards de barils de pétrole.

gtaillefer@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BELAND



REPRISE

LETTRES

Le tourisme spatial, une aberration écologique

À ce jour, cinq personnes ont fait du tourisme spatial associé à des sorties pour des fins scientifiques. Ces voyages dans l'espace coûtaient 20 millions de dollars à leurs milliardaires excentriques. On nous annonce pour 2010 du tourisme spatial à 200 000 \$ le billet, puis une autre phase ultérieure plus démocratique à 30 000 \$. Plusieurs entreprises se sont lancées dans cette course insensée. Ainsi, l'agence Space Adventures a déjà reçu les réservations de 40 000 personnes pour un voyage dans l'espace. Pourtant, le tourisme spatial est une aberration écologique. En effet, même si je n'ai trouvé dans aucun site des statistiques sur la consommation de carburant et la pollution engendrée par ces vols dans l'espace, il est évident que c'est énorme. Comment peut-on imaginer un tel manque de responsabilité écologique de la part de ceux qui développent et de ceux qui utilisent ou veulent utiliser ce genre de transport?

Devant une situation écologique mondiale qui fait l'objet des pires pronostics, n'est-il pas temps de mettre fin à ce genre de projet complètement déconnecté de la réalité de l'environnement? La capacité technique et les moyens financiers de faire quelque chose nécessitent-elles vraiment qu'on le fasse? À l'heure où de plus en plus de gens pensent à acheter local et à utiliser le moins possible l'avion, comment peut-on envisager que des gens, pour des seules fins de divertissement, se rendent dans l'espace, avec un coût écologique extrêmement élevé? Les quelques minutes de vie en apesanteur valent-elles vraiment ce gaspillage de ressources et cette pollution? Les simplificateurs trouvent déplorable ce genre d'activité qui accentue le clivage social entre les riches et les moins nantis et qui a des conséquences écologiques négatives hors de proportion. Les sommes inouïes ainsi volatilisées pourraient servir à des causes beaucoup plus nobles. C'est aussi une belle occasion pour nos gouvernements de se rendre compte que certaines personnes ont des sommes d'argent qui pourraient être mieux redistribuées par leur entremise. Enfin, il faut prendre conscience du fait que certaines activités économiques n'ont rien d'un réel progrès.

Le Réseau québécois pour la simplicité vo-

lontaire favorise plutôt les voyages effectués sur de courtes distances qui permettent de faire de belles découvertes locales tout en encourageant l'économie qui soutient nos communautés. Si l'on tient à se déplacer sur des parcours plus grands, prenons simplement notre temps pour bien savourer et se satisfaire, tout en voyageant le plus équitablement possible.

Pascal Grenier

Administrateur, Réseau québécois pour la simplicité volontaire
23 juillet 2008

Ouverture d'esprit

La poussière étant retombée, il m'importe aujourd'hui de conclure le débat sur l'affaire Archambault-McCartney, que d'aucuns ont jugé ridicule et non avenu. Je spécifierai tout de suite que j'ai bien lu et relu le texte que Luc Archambault, contrairement à tant d'admirateurs inconditionnels de l'ex-Beatle qui n'ont vu ou voulu voir qu'une diatribe irrévérencieuse à l'endroit de sir Paul, icône universelle et mégastar intouchable. J'ai été consterné par les réactions fielleuses que les fans du dieu britannique ont déversées dans le site Internet où l'on peut lire le rappel historique que M. Archambault a voulu proposer modestement à l'auteur de *Give Ireland to the Irish* (ces commentaires hargneux forment un bon tiers des pétitionnaires). L'insulte semble être la seule arme des fédérastes sectaires qui polluent ce site par leurs commentaires agressifs, dignes de néonazis primaires. Il est évident que ceux-ci n'ont pas lu (mais savent-ils lire?) la lettre de bienvenue qu'Archambault a écrite à sir Paul simplement pour le sensibiliser au fait français au Québec (quelqu'un a-t-il pris la peine de la traduire à Monsieur Yesterday?). Est-ce un crime de vouloir informer nos amis étrangers? J'aime beaucoup les Beatles, tout le monde les aime, mais qu'est-ce que les artistes anglophones connaissent en dehors de leur sphère linguistique? L'amour que les mélomanes du monde entier expriment aux artistes anglais et américains, faut-il le rappeler, n'est pas réciproque. McCartney pourrait-il nommer un seul artiste qui ne chante pas dans sa langue? Il y en a encore des milliers, même si Pascale Picard préfère vendre son âme! McCartney a-t-il déjà entendu parler de Vigneault, de Brel, de Gainsbourg, de Renaud, de Souchon...?

At-il déjà entendu la *Complainte du phoque en Alaska*? Il faudrait lui poser la question. Accuser certains Québécois de fermeture d'esprit relève d'une mauvaise foi pour le moins désolante. Les chansons en français, italien, espagnol, russe ou même en serbo-croate devraient être diffusées dans le monde entier, y compris en Angleterre et aux États-Unis, ce qui n'est pas le cas, car cette planète est dominée depuis belle lurette par l'anglomanie. Je remercie donc Monsieur Archambault pour son ouverture d'esprit. Grâce à lui, peut-être a-t-on suggéré à sir Paul de prononcer plusieurs mots en français et même de brandir notre drapeau national!

Denis Desjardins

Montréal, 23 juillet 2008

Décision illogique

La décision de la Commission européenne de s'opposer à la chasse aux phoques est illogique. Pour cause prétendue de cruauté envers les animaux, on veut bannir les produits de la chasse aux phoques. On dit que cette chasse est cruelle parce que des caméras de paparazzi sensationnalistes nous ont montré des abus passés, alors qu'on ne montre pas les films s'il y a cruauté dans l'abattage des bœufs, des porcs, des poules... De plus, cette décision est un manque de logique total. Les Européens consomment des millions de tonnes de poissons qu'ils pêchent dans les régions de l'Atlantique Nord. Les pêches miraculeuses se font de plus en plus rares. Les bancs de morues sont en disparition... Il y a six millions de phoques qui chassent aussi dans l'Atlantique Nord. Chaque bête mange habilement une tonne de poissons par année en moyenne. Les chasseurs de phoques ramassent à peine 300 000 bêtes par année. Les experts disent que quatre millions de phoques assurent sans aucun problème la survie de la race. Il faut donc en conclure que ces deux millions de tonnes de poissons sont inutiles pour la santé des humains, si on laisse grossir le troupeau de prédateurs marins. La Commission européenne s'est-elle demandée si c'est cruel contre les pêcheurs ou contre ceux qui ont faim? Une décision logique ou politique? Il faudra un retour au gros bon sens contre les sorties spectaculaires de Greenpeace, de BB ou de sir Paul...

Jean-Paul Thivierge

Saint-Bruno, 24 juillet 2008

LIBRE OPINION

Vente d'un immeuble patrimonial par l'UdeM

Aux citoyens d'Outremont de décider

LOUIS DUMONT

Professeur de pharmacologie à la faculté de médecine de l'Université de Montréal et président du Syndicat général des professeurs de l'UdeM

JEAN-CLAUDE MARSAN

Professeur émérite à l'École d'architecture de l'Université de Montréal

SAMIR SAUL

Professeur d'histoire à la faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal

La direction de l'Université de Montréal a annoncé la vente du pavillon situé au 1420, boulevard Mont-Royal Ouest, ce joyau patrimonial acquis en 2003 à des fins d'enseignement et de recherche. Il perdra cette vocation et sera transformé en condos de luxe.

Construit en 1923-25 par les architectes Dalbé Viau et Alphonse Venne et situé au flanc de la montagne, à l'extrémité est du campus, cet édifice s'impose par la majesté de son site, sa distinction et une chapelle qui compte parmi les plus belles de la métropole. Privatiser un bien public témoigne d'une absence de vision et de sens des responsabilités à l'égard de la culture et de la collectivité.

On est en droit d'attendre qu'un établissement-pivot de notre société comme l'Université de Montréal montre l'exemple. Si les universités ne se sentent pas concernées par le patrimoine, comment espérer que les autres acteurs sociaux s'en préoccupent?

Cédée à l'Université de Montréal à un prix relativement faible par des religieuses avant tout soucieuses d'en préserver la vocation éducative, cette ancienne

maison mère des sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie appartient de fait, par sa mission comme par son emplacement privilégié sur le flanc de la montagne bordant le campus, à l'essence identitaire même de l'espace de l'Université de Montréal.

Destiner un tel immeuble à des fonctions autres qu'éducatives déparerait ce paysage culturel qu'est l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal, sans compter les pertes potentielles de certaines de ses valeurs patrimoniales et tout ce que le lieu représente sur le plan symbolique pour les religieuses qui y ont consacré leur vie et pour les Montréalaises qui ont y été formées.

Déficit d'espace

Au moment de son achat, l'ancien couvent représentait une acquisition d'une grande valeur aux yeux de la direction de l'université tout comme de la communauté universitaire. L'immeuble, devenu le pavillon 1420 Mont-Royal après son intégration au campus, allait permettre de combler une part considérable du déficit d'espaces dont souffre l'établissement.

En plus des qualités intrinsèques de l'édifice au caractère patrimonial, et très bien conservé, on considérerait alors comme précieux son lien quasi organique avec le campus existant, à proximité immédiate du pavillon de musique et du pavillon Marie-Victorin. De façon tout à fait cohérente, des ressources ont été engagées dans des rénovations fonctionnelles spécifiques.

Les premiers occupants du pavillon ont manifesté un degré de satisfaction élevé. Plusieurs départements, depuis un bon moment disséminés dans des locaux loués à l'extérieur du campus, devaient y trouver, enfin, des installations adéquates. Avantage appréciable en pério-

de de rareté des fonds, l'immeuble offrait la possibilité d'un aménagement progressif et sans délais.

Croissance des coûts

De façon inattendue, non étayée et jamais expliquée, les coûts des rénovations se sont gonflés de 50 à 120 millions de dollars et ont été jugés prohibitifs. Cette majoration a été invoquée comme raison de vendre. L'occupation graduelle a été stoppée et plusieurs unités ont dû migrer dans des édifices loués, éloignés du campus. Des membres de la communauté universitaire ont demandé la mise sur pied d'un comité d'experts pour effectuer une évaluation rigoureuse. Cette demande s'est heurtée à un mur, la direction de l'établissement refusant de surseoir à sa décision.

Elle aurait fait, semble-t-il, quelques démarches auprès des ministères pour assumer la différence, mais de cela, il ne reste aucune trace... La coïncidence de cette soudaine augmentation des coûts avec l'achat du site surdimensionné de la gare de triage à Outremont a été remarquée. Impatiente de se lancer dans l'aventure d'un autre campus sur le terrain de l'ancienne gare, la direction cherchait-elle à couper ses ponts avec les options disponibles sur le campus actuel?

Le jeu du privé

En conservant la propriété, l'Université s'éviterait le gaspillage des ressources déjà engagées dans des rénovations fonctionnelles spécifiques. Des fonds publics ont aussi été dépensés. En fait-on un don au promoteur? Une revente, reconnait-on généralement, s'effectuerait probablement à perte. Le refus de dévoiler le prix de vente et la commission versée n'est pas

surprenant. Il faudra attendre que tout soit conclu pour en avoir connaissance.

Le comportement ressemble à celui d'une entreprise privée. Pourtant, l'université est une richesse collective et son patrimoine appartient aux citoyens. Professeurs et membres de la communauté ont exprimé des objections, mais cela n'a pas suffi. Va-t-on attendre un fiasco? Les comparaisons ne sont pas toujours heureuses, mais il faut se rappeler que la direction de l'UQAM n'a pas écouté ses professeurs... problème de collégialité.

Heureusement, tout n'est pas perdu, puisqu'il faudra modifier le zonage de l'arrondissement pour permettre le changement de la vocation du bâtiment et la construction de condos de luxe. Les citoyens d'Outremont auront le dernier mot. Il est indispensable que leur message soit clair.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le pavillon du 1420, boulevard Mont-Royal

IDÉES

Première décennie de Kyoto

Toujours aussi dépendants de la voiture

RICHARD BERGERON

Chef de Projet Montréal et auteur de *Le Livre NOIR* de l'automobile et de *Les Québécois au volant*

Si vous avez l'impression qu'il y a toujours plus de véhicules dans nos rues et sur nos routes, vous serez rassuré d'apprendre que vous n'avez pas la berlue. En effet, la publication récente du bilan 2007 de la Société de l'assurance automobile du Québec révèle qu'au cours de cette seule année, 93 745 automobiles et camions légers, 7371 motocyclettes et cyclomoteurs, en plus de 1673 camions lourds se sont ajoutés à la circulation au Québec, pour une croissance globale de 102 789 véhicules. Si l'on mettait ceux-ci l'un derrière l'autre, la file irait de Montréal à Chicoutimi.

L'année 2007 représente la fin de la première décennie de Kyoto, puisque le protocole du même nom fut adopté en décembre 1997. Avons-nous changé au cours de ce premier cycle de dix années, dominé par la problématique des changements climatiques? Aucunement, si l'on en croit l'indicateur de la motorisation.

En dix ans, le nombre d'automobiles et de camions légers a crû de 816 763, celui des motocyclettes et cyclomoteurs, de 83 318, celui des camions et tracteurs routiers, de 16 125, pour une hausse totale de 916 206 véhicules. Mis l'un derrière l'autre, ceux-ci couvriraient la distance entre Saint-Jean (Terre-Neuve) et Vancouver.

Motorisation en croissance

Les sceptiques répondront que cette croissance des véhicules s'explique par celle de la population. De 1997 à 2007, la population du Québec a effectivement crû de 398 204 habitants, ou 5,5 %. Dans le même intervalle, le nombre d'automobiles et de camions légers immatriculés au Québec a enregistré un bond de 22,4 %. Dès lors, le taux de motorisation n'a pu que s'élever.

Effectivement, nous sommes passés de 500 automobiles et camions légers pour 1000 habitants en 1997, à 580 pour 1000 en 2007. Bien sûr, nous sommes encore loin des 800 véhicules ou plus par tranche de 1000 habitants rencontrés aux États-Unis. Il reste que nous paraissions plus déterminés que jamais à combler notre «retard» de motorisation sur ce pays.

Montréal

L'île de Montréal est le seul endroit, au Québec, où il est possible de vivre confortablement sans dépendre de l'automobile. Or, même là, on constate, depuis le début de l'ère Kyoto, une croissance moyenne de 10 355 automobiles et camions légers par année, ce qui a fait passer le taux de motorisation de 388 véhicules pour 1000 habitants en 1997, à 429 en 2007.

Il est étonnant de constater combien l'on parle peu de cet extraordinaire ef-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À 8000 \$ chacun de coûts annuels, les automobiles et camions légers ajoutés sur les routes du Québec durant la première décennie de Kyoto ont représenté une dépense globale de 35 milliards de dollars.

fort de motorisation dans lequel les Québécois sont engagés. Année après année, notre parc automobile s'accroît de 100 000 véhicules sans que personne ne ressente le besoin ni ne juge pertinent de le souligner.

Même les politiques publiques spécifiquement conçues pour favoriser les solutions de rechange à l'auto demeurent muettes sur le sujet. C'est le cas du tout récent Plan de transport 2008 de la Ville de Montréal, du Plan d'action 2006-2012 du Québec relativement aux changements climatiques ou encore de la Politique québécoise du transport collectif, rendue publique en juin 2006.

Politiques publiques

Tout commerçant sait que garder le client que l'on a déjà exigé beaucoup moins d'efforts que d'en trouver un nouveau ou que de retrouver celui que l'on a perdu. Les 100 000 véhicules qui s'ajoutent annuellement sur nos routes sont forcément acquis par des personnes qui, jusque-là, se déplaçaient en transport collectif, à pied, à vélo, ou encore qui étaient, sous une forme ou une autre, des adeptes du covoiturage.

En n'abordant jamais le sujet de la motorisation, tout en mettant en œuvre des politiques visant à convaincre les

automobilistes d'utiliser le transport collectif, la marche, le vélo ou le covoiturage, les autorités publiques se trouvent à dire: «Commencez par acheter une auto, puis laissez-la à la maison!»

Dans la foulée de l'analogie marchande, on arrive à cette proposition plus qu'étonnante: «Allez d'abord satisfaire vos besoins chez mon concurrent, puis je tenterai de vous convaincre de continuer à acheter malgré tout mes produits.» Il me semble qu'il serait plus logique et efficace d'oser dire: «Si par bonheur vous n'êtes pas encore dépendant de l'auto, n'allez surtout pas en acheter une!»

Flatter les électeurs

Un tabou est une chose que tout le monde voit mais dont personne n'ose parler. Force est de reconnaître que la motorisation du Québec correspond à cette définition. Comment cela s'explique-t-il? Aujourd'hui, 80 % des Québécois âgés de 18 à 75 ans sont propriétaires d'une auto.

Un gouvernement qui doit se faire réelle aux quatre ans jugera donc avisé de ne jamais montrer du doigt l'automobile, de crainte de déplaire à quatre électeurs sur cinq. Au contraire, il les flattera dans le sens du poil, ces chers automobilistes.

C'est ainsi, pour s'en tenir à Montréal, que l'on sort tambours et trompettes pour prétendre réinventer cette ville par les transports collectifs, tout en s'apprêtant à injecter trois ou quatre milliards de dollars dans la reconstruction de l'échangeur Turcot, dans la tunnelisation de l'autoroute Bonaventure et dans la transformation de la rue Notre-Dame Est en autoroute urbaine.

Reprendre Kyoto

À 8000 \$ chacun de coûts annuels, les automobiles et camions légers ajoutés sur les routes du Québec durant la première décennie de Kyoto ont représenté une dépense globale de 35 milliards de dollars. Pour la seconde décennie Kyoto, celle qui nous conduira à 2017 et qui, plus personne n'en doute, sera marquée par l'explosion des coûts du pétrole, je propose que les enjeux soient posés noir sur blanc.

D'un côté, nous pouvons persister à ne pas parler de motorisation, ce qui, implicitement, revient à prendre la décision d'augmenter le parc automobile d'une nouvelle tranche de 750 000 à 1 000 000 de véhicules. Dans ce cas, ce ne seraient pas moins de 50 milliards supplémentaires que, d'ici 2017, nous investirions dans l'auto.

De l'autre côté, nous pouvons briser le tabou de la motorisation en choisissant de plafonner le parc automobile à son niveau actuel, tout en investissant résolument dans les transports collectifs du XXI^e siècle. Avec vous idée de ce qu'on pourrait faire avec un programme d'investissement d'à peine un milliard par année, ou de 10 milliards d'ici 2017?

Nous avons laissé la première décennie Kyoto nous filer entre les doigts et en payons aujourd'hui le prix, par le biais d'un litre d'essence frôlant 1,50 \$. De grâce, ne commettons pas la même erreur avec la seconde décennie Kyoto!



Québec au temps du scorbut

Tranches de vie des Québécois sous l'Ancien Régime, histoires cocasses ou troublantes, mémoires retrouvées d'une communauté agrippée à son cap Diamant entre dangers, plaisirs quotidiens et cohabitation avec des Amérindiens envahis. En l'honneur du 400^e anniversaire de la capitale, *Le Devoir* publie cet été une série de chroniques compilées par l'archiviste historien Pierre-Georges Roy. Elles sont tirées de deux imposants volumes intitulés *La Ville de Québec sous le régime français* (1930, Publications du gouvernement du Québec).

Le cimetière des Picotés

Combien de citoyens de Québec savent où se trouvait le cimetière des Picotés? Plus de cent personnes furent emportées par l'épidémie de grippe de 1700-1701. Les cimetières de la Sainte-Famille, Sainte-Anne et Saint-Joseph qui entouraient la cathédrale furent presque remplis. On se décida d'ouvrir un autre cimetière. La fabrique de Notre-Dame de Québec acheta de l'Hôtel-Dieu un terrain assez vaste, là où se trouvent aujourd'hui la rue Hamel et les maisons érigées dans ses environs.

L'épidémie de picote, ou petite vérole, de l'automne et de l'hiver de 1702 fit plus de trois cents victimes. Elles furent toutes inhumées dans le nouveau cimetière, ouvert sur le terrain acheté de l'Hôtel-Dieu. C'est à l'occasion de cette épidémie que ce cimetière reçut le nom de cimetière des Picotés, qu'il a gardé pendant un siècle et demi.

Le 21 mai 1703, les arpenteurs jurés Jean Le Rouge et François La Jouté, à la demande de la fabrique de Notre-Dame de Québec, mesurèrent l'emplacement du cimetière des Picotés. Leur procès-verbal lui donne les dimensions suivantes:

«Savoir par une ligne droite le long de la clôture du jardin des Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, la dite ligne longue de quarante-neuf toises, une autre ligne en retour d'équerre le long de la côte éloignée d'environ douze pieds au plus étroit, la dite ligne longue de douze toises plus une ligne parallèle à celle de la clôture des Dames Religieuses longue de cinquante et une toises et une autre ligne par devant du côté de la haute ville et les terres des MM. du Séminaire longue de douze toises un pied et demi, formant en cet endroit un trapèze, le dit terrain fermé des dites lignes faisant la quantité de six cents toises en superficie...»

C'est dans le cimetière des Picotés qu'on enterra la plupart des paroissiens de Québec, pendant plus d'un siècle et demi.

Le 20 mai 1728, la fabrique de Notre-Dame de Québec cédait à Nicolas Lanoullier, trésorier de la marine et conseiller au Conseil supérieur, une très petite partie du cimetière des Picotés pour lui permettre d'agrandir son propre terrain.

Le 30 novembre 1732, la fabrique Notre-Dame de Québec cédait aux Dames de l'Hôtel-Dieu un pied de terrain sur toute la partie qui longeait leur propriété. Celles-ci s'engageaient en retour à construire un mur de séparation qui serait, ensuite, entre tenu à frais communs.

À différentes reprises, les citoyens qui demeuraient dans les environs du cimetière des Picotés essayèrent de le faire transporter ailleurs, en donnant pour raison que les odeurs qui s'en échappaient étaient dommageables à la santé publique.

Ce n'est qu'en 1861 que les corps du cimetière des Picotés furent transportés au cimetière Belmont. L'année suivante, en 1862, le terrain du cimetière fut divisé en lots à bâtir. Bon nombre de maisons s'élevèrent sur le site du cimetière des Picotés dès les années suivantes.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance du courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces) ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (*redaction@ledevoir.com*) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ADQ, l'essence et le rôle de l'État

MICHEL LAUZON

Professeur de science politique au collège Montmorency de Laval

Dernièrement, l'Action démocratique du Québec (ADQ) a dénoncé haut et fort la décision de la Régie de l'énergie d'imposer pendant une période de 30 mois l'ajout de 3 ¢ le litre d'essence au prix de vente des détaillants de Saint-Jérôme. Bien que Mario Dumont prétende que l'ADQ est un parti proche de la population et qu'il protège l'intérêt des consommateurs, les actions démontrent l'inverse.

Analysons les arguments avancés par le porte-parole en matière d'énergie de l'ADQ, M. Richard Merliani, soit la notion de concurrence et le rôle de la Régie. À l'aide de ces deux arguments, nous pouvons facilement concevoir la perception du rôle de l'État qu'entretient l'équipe de Mario Dumont. Selon l'ADQ, l'État est un frein à l'émancipation de la société québécoise et il faut le réduire comme peau de chagrin.

Offre et demande

Le premier argument apporté par le porte-parole de l'ADQ, pour justifier la condamnation de cette hausse obligatoire de 3 ¢ le litre, est le fait que régler le prix de vente des détaillants va à l'encontre de la loi de l'offre et de la demande et évidemment nuit automatiquement aux consommateurs.

Rien n'est plus faux. Si la Régie de l'énergie impose cette décision, c'est que, d'une certaine manière, la notion de l'offre et de la demande est faussée. En effet, dans la région où cette décision a été imposée (Saint-Jérôme), un joueur plus gros que les autres vient déstabiliser entièrement l'équilibre du commerce de l'essence au détail. Dans le cas présent, Costco, en vendant son essence ordinaire sans marge de profit ou avec un minime profit (0,2 ¢ le litre), se trouve à faire baisser les prix, et même parfois très près du prix minimum estimé (PME)

— il s'agit d'une mesure établie par la Régie en fonction du coût d'exploitation d'un détaillant. Cette règle sert, entre autres, à éviter la vente d'essence à perte.

Stratégie de Costco

Ainsi, tous les autres détaillants de la région se doivent de suivre la baisse de prix. Or, Costco, en comptant sur l'apport de profits émanant de la vente de ses produits à l'intérieur de son magasin entrepôt, peut combler la part de profits perdus avec son essence à faible prix. Dans le cas des petits détaillants, il est impossible, en vendant quelques sacs de chips et quelques cafés, d'utiliser le même stratagème.

La stratégie marketing de Costco est à la fois brillante et machiavélique. Lorsque Costco abaisse continuellement ses prix de l'essence à la pompe, tôt ou tard ses concurrents ne généreront plus de profits et vont faire faillite. En ce sens, selon les données de l'Association québécoise des indépendants du pétrole (AQIP), huit détaillants ont fermé leur commerce depuis 2000, dont cinq très peu de temps après l'arrivée de Costco dans la région.

L'argument de l'ADQ, selon lequel la décision de la Régie empêche la concurrence, ne tient pas. C'est l'inverse qui se produit. En imposant un prix plancher de vente aux détaillants, la Régie protège les plus petits joueurs et ainsi s'assure qu'il y a une saine concurrence entre les essenceries. De là, les consommateurs en sortent protégés et gagnants.

Intervention de l'État

Le parti de Mario Dumont croit en outre que la Régie ne doit pas s'ingérer dans la gestion des détaillants. M. Merliani affirme qu'*«on se rend clairement compte que la Régie de l'énergie ne travaille pas dans l'intérêt des consommateurs»*.

À ce titre, le jugement final de la Régie est catégorique et va totalement à l'encontre de l'opinion formulée par M. Merliani: *«La Régie est d'avis que l'effet*

domino» pourrait éventuellement entraîner la fermeture d'un certain nombre de détaillants indépendants [...] Dans une perspective à long terme, la Régie est d'avis que cette situation va à l'encontre des intérêts des consommateurs.»

Pour l'ADQ, l'intervention de l'État est condamnable. L'État (le gouvernement) ne doit pas intervenir dans le marché, même si, à moyen ou long terme, les consommateurs et l'ensemble de la société en sont perdants.

Citoyen contre État

Plusieurs prises de position de l'ADQ rejoignent ce discours idéologique. Toujours en laissant entendre à la population le désir de protéger le simple consommateur et le petit travailleur, les politiques exprimées par l'ADQ vont souvent à l'encontre des intérêts du simple consommateur.

En s'opposant constamment à l'interventionnisme de l'État et au gouvernement, l'ADQ tente d'opposer le citoyen et l'État. Comme si l'État était une structure qui va à l'encontre du bien-être des citoyens. Ainsi, M. Dumont est contre les commissions scolaires, qu'il pour objectif que l'ensemble des enfants québécois aient une éducation de qualité identique, de Montréal à Gaspé. L'ADQ s'oppose aux garderies subventionnées en arguant que le gouvernement prive les individus du libre choix. Enfin, le même discours idéologique se produit avec la question de la Régie de l'énergie. En intervenant afin de sauver le libre marché, la Régie, selon l'ADQ, va à l'encontre de l'intérêt des consommateurs.

Parions que ce refrain sera entonné par l'ADQ dès qu'elle aura l'occasion de le ressortir... Dès les premiers cours de science politique donnés au collège, nous apprenons aux étudiants que l'objectif premier du discours idéologique n'est pas la vérité, mais l'efficacité. C'est un concept de base que M. Dumont a parfaitement compris.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise; Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairendrée Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communiqué internet) Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Madeleine Rioux Soucy (Saint-Jérôme), Pauline Gravel (sciences); Michel Garneau (caricatures); Diane Picot (responsable des pages thématiques); Martin Ducas, Michèle Malenfant et Christine Dumais (correspondants); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cabaret Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (littérature), Odile Tremblay (cinéma)/Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; à la rédaction: Émilie Parent Bouchard, Étienne Plamondon-Enmond (commis à la rédaction), Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Olivier Spéclat (Québec), Monique Blérier (Ottawa), LA PUBLICITÉ: Annie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bosse, Julie Chénier (directrice adjointe), Marlène Gâté, Amélie Malais, Claire Piquet, Geneviève Pierrard, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sébati, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires), LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Michel Berrutcher, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemanis, Olivier Zaida, INFORMATIQUE: Yanick Morin (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion), L'ADMINISTRATION: Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Laffeur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

SCRABBLE

SUIITE DE LA PAGE 1

rouge, aux couleurs du drapeau national. Mais plus d'une vingtaine de nations sont représentées au championnat et le drapeau à fleurs de lys flotte dans la grande salle où les participants réfléchissent à la sueur de leur front.

Soixante ans après sa création, le jeu n'a pas pris une ride, il cherche juste à attirer de nouveaux joueurs. «*Si on veut étendre le nombre de pays adhérents à la fédération internationale, il faut venir en Afrique car c'est là qu'on trouve le plus gros potentiel. Il y a une vraie pépinière de joueurs, qualitativement et quantitativement*», dit Patrice Jeanneret, d'origine suisse, président de la Fédération internationale de Scrabble francophone (FISF).

Pour lui, c'est clair: l'avenir du Scrabble se trouve en Afrique. Et, à l'heure du tri des lettres, le silence est de rigueur sous la chaleur accablante. Attention, jouez, scrabblez. «*Il faut préparer notre jeu et notre mental*», s'excuse le Québécois Guillaume Fortin, 27 ans, dont 14 années de participation aux championnats du monde. Il rejoint sa table pour le duplicata, une épreuve en sept parties jouées en un temps fixe. Pas de place pour la chance, tous les joueurs ont le même tirage... et scrabblent à chaque coup. RE-FIXAT, 108 points, dès le premier coup.

Un peu plus loin dans la salle, Francis Desjardins, l'espoir du Scrabble québécois, est concentré. À 16 ans, il a déjà gagné de nombreux titres en junior, et cette année, à Dakar, il est bien parti pour tout rafler dans sa catégorie. Ce jeune s'entraîne chaque jour depuis qu'il a découvert le Scrabble dans Internet il y a quatre ans. Depuis la fin de l'école, en juin, il y passe 10 heures par jour, un dictionnaire toujours à portée de la main, même s'il avoue connaître les mots mais pas toujours leurs significations.

«*Je suis là pour gagner*, dit-il. *J'aime former des combinaisons de lettres, le tout dans cette ambiance conviviale*». Avec un petit groupe de scrabbleurs, juste à la fin de cette partie, il discute du mot «quadrumane» qu'ils auraient pu faire, même si le mot «démaqua» donnait plus de points, mais «*quadrumane*», c'est quand même un beau mot», précise Francis. Ses parents ne sont pas loin. «*On n'était jamais venu en Afrique, ça nous permet de faire d'une pierre deux coups. Je prends mes vacances en conséquence des championnats*», précise Nicole Tremblay, la maman. «*C'est une motivation de le suivre, il me donne tellement d'émotion*».

Luc Perron, un économiste âgé de 47 ans, a pris huit jours avant le début de la compétition pour se balader dans tout le Sénégal, de la ville de Saint-Louis, au nord, aux chutes de Dindéfelo, près de la frontière de la Guinée, le tout accompagné de sa fille Amandine. La compétition, bien sûr qu'il y pense, mais c'est surtout un plaisir, une passion qu'il a depuis 25 ans, lui qui a été initié par ses parents. «*J'aime beaucoup les voyages*, explique-t-il, *les relations d'amitié que l'on noue avec les différents joueurs. Ça nous permet de découvrir la francophonie et de redécouvrir aussi les amis qu'on a vus les années précédentes*».

Une question de mémoire

«*Ce qui est plaisant dans le monde du Scrabble, c'est qu'on a un rendez-vous multiculturel et multigénérationnel qui est très intéressant*», explique M. Jeanneret, toujours souriant. À la table 191, il y a justement un Sénégalais, Abdou Kader Ndiaye, 70 ans, et Steve, 11 ans, venu de France. Assis côte à côte, ils représentent cette diversité que l'on retrouve dans le Scrabble, des personnes de tout horizon, de tout âge, réunis par une seule et même passion: la langue de Molière.

«*De voir qu'il y a des jeunes à côté de gens plus âgés, c'est magique*», dit Steve, le petit écolier, en regardant son papy sénégalais, qui renchérit: «*Je suis au soir de ma vie, lui vient d'y rentrer et on se côtoie, cela fait vraiment plaisir*». Cependant, de préciser le papy, «*il a un avantage sur moi. J'ai un vocabulaire plus riche, mais ce qui me fait défaut, c'est la mémoire*. Au Scrabble, il faut retenir les mots».

À 60 ans, Malik Diop, président de la commission des jeunes de la Fédération sénégalaise et entraîneur de mots, ne se lasse pas. «*C'est incurable, quand je marche dans la rue et que je vois un mot, j'essaie de faire un amalgame. La nuit, je me réveille pour vérifier l'existence d'un mot, c'est fou le Scrabble*», décrit-il, lui qui parle avec autant d'amour des cabanes à sucre qu'il a découvertes l'an dernier, lors des championnats du monde qui se sont déroulés à Québec.

Pour Malik Diop, la recette de la réussite sénégalaise, c'est la mémoire. L'explication est culturelle: l'Afrique a une tradition orale. Avant, il n'y avait ni télévision ni radio, donc on a toujours retenu les histoires. Puis, il y a le Coran. «*Des cinq ans, les enfants l'apprennent par cœur. À partir de là, ils ont une excellente mémoire, et dans le Scrabble la mémoire joue un rôle fabuleux*».

Chaque année, la Fédération nationale de scrabble, créée en 1985, envoie aux championnats du monde une vingtaine de joueurs, sur près de 700 licenciés. «*On est quand même le pays d'Afrique qui envoie le plus de participants et qui se place toujours dans le peloton de tête*», se félicite M. Diop, pour qui l'Officiel du Scrabble (le dictionnaire de référence du Scrabble francophone) est sa Bible, [son] Coran». D'ailleurs, depuis janvier dernier, des mots wolofs y sont admis, comme le bissap, une boisson, ou encore le thiof, qui désigne un poisson mais aussi un bel homme.

«*L'Afrique, c'est le berceau. On y retrouve les passionnés du Scrabble classique, ils sont prêts à être 12 autour d'une grille et ils vont moins rechigner à la tâche, qu'à ingurgiter des listes de mots, des verbes à la transitivité douteuse. Et puis, il y a une véritable reconnaissance sociale*», explique Patrice Jeanneret.

Une poignée de passionnés mettent en place des clubs dans des établissements scolaires du Sénégal pour favoriser l'apprentissage du français. Le Scrabble est un outil pédagogique idéal: il permet de travailler grammatical, conjugaison, vocabulaire, mais aussi calcul. «*Ça fait aimer la langue française et les enfants découvrent que ce n'est pas cette langue rébarbative qu'on leur impose en classe, c'est une langue qui vit, qui dépasse les frontières*», dit Malik Diop. Et le scrabbleur apprend aussi à gagner et à perdre, à compter et à féliciter son adversaire. Ni gagnant, ni perdant. Si on perd des points, au moins on enrichit son vocabulaire d'un nouveau mot.

Collaboration spéciale

VACCIN

SUIITE DE LA PAGE 1

petites seringues contenant quelques millilitres de liquide, qui seront administrées au patient une fois par mois durant quatre mois. C'est, en quelque sorte, réinjecter au patient une partie du virus modifié. «*On fait franchir deux fois les frontières à du sang contaminé. Mais on a toutes les autorisations*», assure le Dr Routy, également professeur à l'Institut de recherche du Centre universitaire de santé McGill.

Moins populaire que son petit frère le condom féminin, ce gel microbicide applicable à l'entrée du vagin pour empêcher l'infection par le VIH, le projet de créer un vaccin, faute de résultats concluants obtenus jusqu'à ce jour dans la recherche en viro-immunologie, n'avait pourtant pas eu la cote à la dernière Conférence mondiale, qui avait eu lieu à Toronto à l'été 2006. «*Au fond, ce qui ne marchait pas, c'était le fait d'utiliser un virus standard pour tout le monde*», constate le chercheur originaire d'Aix-en-Provence. «*C'est une technique dérivée de celle des vaccins anticancéreux, où on*

vaccine les gens contre leur propre cancer», explique-t-il. Dans un tel cas, le vaccin contient des imitateurs d'antigènes tumoraux, présents dans les cellules d'une tumeur donnée, et déclenche l'immunité cellulaire anticancéreuse qui contribue à la destruction totale des diverses tumeurs malignes et bénignes.

Des essais cliniques qui donnent de l'espoir

Déjà, des essais cliniques en phase 1 ont permis de prouver que le vaccin testé était non toxique et qu'il produisait une accentuation de la réponse immunitaire. «*Les résultats de la première phase sont très encourageants et c'est ce qui nous permet d'aborder la phase 2*», souligne le Dr Routy. La seconde phase, à laquelle participeront 36 patients venant de partout au Canada, visera à vérifier l'efficacité du produit.

«*Un mois après avoir vacciné le patient, on va lui faire arrêter sa trithérapie. Ce qu'on aimerait alors constater, c'est une présence de moins de 1000 copies ou de moins de 10 000 copies du virus par millilitre de sang*»,

indique l'hématologue, en précisant qu'un séropositif sans traitement a au moins 45 000 copies du virus par millilitre de sang. «*Le patient pourrait ainsi rester plusieurs années sans médication*», avance le chercheur. Pour l'instant, l'efficacité de ce vaccin, dont la mise au point est soutenue notamment par l'Agence fédérale canadienne de recherche sur le VIH et facilitée par l'entreprise américaine Argos, associée à la fabrication, n'a pas encore été prouvée. L'élaboration demeure très complexe et les coûts en sont élevés. Le coût du vaccin en quatre injections est estimé à environ 60 000 \$.

«*Il existe un risque thérapeutique, celui de l'auto-immunité. Le patient pourrait développer des maladies comme l'arthrite rhumatoïde ou le lupus, une maladie où le corps s'enflamme lui-même et va attaquer le corps constituant*», indique le chercheur. Tout un ensemble d'anticorps ont été testés en phase 1 et rien ne permet d'arriver à cette conclusion pour l'instant, croit-il. «*Il y a en général très peu d'effets secondaires*», avance le Dr Routy, optimiste.

Le Devoir

TOUR

«Il est facile de stigmatiser un sport qui, finalement, est 10 ans en avance sur tout le monde»

SUIITE DE LA PAGE 1

un coup de feu. Mais ses victoires avaient aussi été accueillies dans un essaim de soupçons: le petit homme qui voulait tant ressembler à son idole Marco Pantani (vainqueur du Tour en 1998, déchu pour dopage ensuite) n'était pas l'un des plus probes coureurs.

Au tout début du Tour, Ricco avait en effet reçu, comme une dizaine d'autres cyclistes, une lettre de l'AFLD l'avertissant qu'ils seraient dans le collimateur de l'agence (dont c'était la première année à titre de responsable des contrôles) durant le Tour.

Raison? Les prélèvements sanguins pratiqués sur ces coureurs avant le départ présentaient des résultats anormaux. On ne pouvait les accuser de rien, mais tout portait à croire qu'ils roulaient autrement qu'à l'eau claire.

L'AFLD avait vu juste. Outre Ricco, elle a aussi pincé Beltran, qui faisait partie des coureurs à risque. C'est ainsi que les mauvaises nouvelles en sont devenues de bonnes. Les observateurs ont noté que les contrôles ciblés fonctionnaient. Que l'EPO incriminée n'était disponible sur le marché que depuis l'an dernier, ce qui n'a pas empêché sa détection. Que le passeport sanguin qui devrait être mis en place l'an prochain — il permettra de noter toute anomalie dans les prélèvements des coureurs et d'éviter les explications alambiquées des Floyd Landis dotés d'une incroyable réserve naturelle de testostérone — marquera une grande étape dans la lutte antidopage. Bref: ça avance.

Hier, le directeur du Tour, Christian Prud'homme, ne cachait pas sa joie lors d'une entrevue accordée à l'Agence France-Presse: «*Il y a eu beaucoup de choses bien dans ce Tour de France. La ferveur au bord des routes, l'enthousiasme, la foule partout. Ensuite, les visages de coureurs épuisés à l'arrivée, les bouches ouvertes [symbole, selon lui, d'une souffrance bien naturelle, pas comme ces bioniques qui montaient les cols sans frémir], un rythme différent dans les ascensions,*

les impressions, les sentiments. Le fait que la lutte antidopage ait fait des progrès immenses et que le différentiel entre ceux qui trichent et ceux qui les traquent se soit considérablement amenuisé».

Reconnaissant que la lutte est loin d'être gagnée, Prud'homme notait néanmoins l'amélioration générale de l'ambiance où baigne le Tour, les excellentes cotes d'écoute, la satisfaction des commanditaires, le plaisir retrouvé des foules le long des routes. «*On n'est pas bête, on n'est pas naïf, mais on est satisfait*».

Même constat chez Bernard Vallet, ancien coureur français (10 Tours entre 1975 et 1987) qui agit au Canal Évasion en tant qu'analyste des éditions actuelles. «*C'est un Tour nettement moins rocambolesque que l'an dernier*, disait-il au Devoir lors d'un entretien téléphonique jeudi. «*On sent vraiment une grosse volonté de régler ce problème du dopage*».

Vallet note que le divorce consommé entre le comité organisateur du Tour (la société ASO) et l'Union cycliste internationale (UCI) a eu du bon pour la santé de la course.

«*Puisque l'ASO s'est retirée du Pro-Tour cette année [le circuit de courses placé sous l'égide de l'UCI], elle était le maître de l'organisation de A à Z*, indique Vallet. *Les commissaires sont français, ils font leur propre contrôle avec des labos français. La volonté d'en finir avec les scandales est là, très forte. On a vu dès le départ que l'ASO n'a pas hésité à sortir les histoires dès qu'elles survenaient, et ça réjouit tout le monde. On voit que de moins en moins de gens passent à travers les mailles et que les coureurs comprennent qu'on est passé à une autre époque*».

Doutes

En 2007, l'éviction de Michael Rasmussen s'était opérée au motif qu'il avait menti sur son lieu d'entraînement, et non parce qu'il avait échoué scientifiquement à un test antidopage. Pour Bernard Vallet, le fait que les coureurs expulsés en 2008 ont tous été pris concrètement aidés à rebâtir la confiance

du public dans le Tour. «*Il n'y a rien de pire que la suspicion*», dit-il.

Mais, en matière de doutes, le Tour n'en est pas entièrement débarrassé. Difficile de croire de pleine foi dans un sport qui accumule les histoires louches depuis si longtemps — on pourrait remonter aux légendaires frères Pélissier, qui avaient ouvert en 1924 leur valise secrète devant l'écrivain Albert Londres: cocaïne, pommades et autres pilules de toutes sortes pour supporter une épreuve astronomiquement difficile.

D'autant plus difficile d'y croire quand on voit la liste des directeurs des équipes en course: ceux qui n'étaient pas en fonction durant les grandes heures de l'EPO étaient tout simplement en piste avec les autres coureurs. Bjørn Riis, patron de l'équipe gagnante CSC, a été déchu de son maillot jaune obtenu en 1996. Rolf Aldag (Columbia) et Christian Henn (Gerolsteiner) ont confessé s'être dopés quand ils roulaient pour Deutsche Telekom. Didier Rous (Bouygues Telecom) était membre de l'équipe Festina.

Cela dit, Bernard Vallet trouve «*scandaleux*» qu'on ne pointe systématiquement qu'un seul sport quand on parle de dopage. «*Il est facile de stigmatiser un sport qui, finalement, est 10 ans en avance sur tout le monde*, avertit-il. *Les cyclistes subissent des contrôles constants [hors-saison comme en saison, à la maison ou en course]. On trouve des cas parce qu'on en cherche. Il ne faut pas rêver: s'ils étaient aussi sévères au football européen ou américain, il y aurait une hécatombe*».

Alors que le cyclisme, lui, fait sa purge au grand jour. «*Et je crois qu'on s'en va vers une période où il retrouvera toute sa splendeur et qu'on pourra oublier tous ces doutes. On a eu un beau Tour cette année, ouvert, avec de belles échappées, où plusieurs avaient une vraie chance de gagner*».

Et surtout: une chance de victoire sans histoires louches en aparté.

Le Devoir

RISQUES

SUIITE DE LA PAGE 1

auraient permis à l'Occident de renouer avec la rationalité grecque et donc de connaître la révolution scientifique et artistique qui a suivi.

Lorsque nous l'avons rencontré à Paris, l'historien sortait de deux mois de silence pendant lesquels, assommé par la violence des réactions, il avait refusé toute entrevue. «*Les pétitions, j'en ai marre! Ce n'est pas une façon de faire des débats historiques*».

Le livre avait pourtant d'abord été encensé par le quotidien *Le Monde*, qui l'avait jugé «*courageux*» car il permettait «*une étonnante rectification des préjugés de l'heure*». «*Somme toute, contrairement à ce qu'on répète crescendo depuis les années 60, la culture européenne, dans son ensemble et son développement, ne devrait pas grand-chose à l'islam*», concluait le philosophe Roger Po-Hroit. Même jugement très flatteur du côté du *Figaro*, pour qui Gougouenheim n'a «*pas craint de rappeler qu'il y eut bien un creuset chrétien médiéval, fruit des héritages d'Athènes et de Jérusalem*».

C'est par la suite que les choses se sont gâtées. Plusieurs chercheurs ont attaqué une démarche qui n'avait «*rien de scientifique*», disaient-ils, de «*prétendues découvertes*» et des «*raisonnements fallacieux*». Certains iront jusqu'à accuser l'auteur de «*révisionnisme*» et de sympathies d'extrême droite, en invoquant la publication de certaines pages du livre dans un site anti-islamique avant sa sortie au Seuil. Une critique que réfute l'auteur en disant qu'il n'est pas responsable de ce qu'ont fait les personnes à qui il a distribué des extraits de son manuscrit. La critique a atteint une telle véhémence que le grand historien Jacques Le Goff est sorti de sa réserve. Si elle est évidemment «*discutable*», la thèse de ce livre demeure «*intéressante*», a soutenu Le Goff, qui a invité l'auteur à son émission sur France Culture en signe de solidarité.

Les origines de la Renaissance

S'il connaît bien le Moyen Âge et Byzance, Gougouenheim avoue ne pas être un spécialiste de l'islam. C'est lors d'un cours qu'il a donné à la Sorbonne sur les échanges culturels en Méditerranée qu'il a commencé à s'intéresser à la question. «*À l'époque, je défendais la thèse communément admise de la transmission de l'héritage grec par l'islam, sans trop me poser de questions. J'ai alors découvert de nombreux textes érudits d'auteurs très différents qui démontraient la volonté des hommes du Moyen Âge de découvrir le savoir grec*».

C'est alors qu'il s'intéresse à Jacques de Venise, grand traducteur d'Aristote. «*Évidemment, les spécialistes connaissaient Jacques de Venise depuis longtemps, mais dans les manuels ça ne faisait que quelques lignes. Je suis allé consulter ses manuscrits à Avranches. J'ai été renversé*

en voyant le nombre de traductions annotées et les centaines de copies qui en avaient été faites. Au total, j'ai découvert entre 200 et 300 copies de certains textes. Je me suis alors dit que la traduction des Grecs était certes passée par des intermédiaires arabo-musulmans, cela ne fait aucun doute. Mais que la transmission directe du grec au latin avait aussi eu son importance».

Gougouenheim dit avoir essentiellement voulu rétablir un équilibre. «*Il faut arrêter de dire qu'on n'a rien fait et que la filiation directe du grec au latin est mineure. Moi, je dis qu'elle n'est pas si négligeable que ça. Les textes grecs suivent trois chemins: le monde arabo-musulman, les monastères à la périphérie de l'Europe et Byzance qui avait conservé la filiation grecque. Je ne sais pas quelle filière a été la plus importante, mais il n'y en avait pas qu'une. Pour trancher, il faudrait faire des recherches plus poussées. Nous en avons là dans un vrai problème historique. J'ai malheureusement l'impression que ceux qui ont étudié le monde arabo-musulman ont eu tendance à ne privilégier qu'une seule source*».

En discutant avec l'historien, on a le sentiment que deux grandes démarches historiques semblent aujourd'hui se télescoper. Depuis les années 1960, de nombreux chercheurs ont mis en lumière le rôle de Bagdad, de Tolède, de Cordoue et des grands savants arabes du début du second millénaire, dans la transmission de l'héritage grec. Mais, en même temps, les historiens ont rompu avec la vision d'un Moyen Âge qui n'aurait été que barbarie et ignorance. On parle aujourd'hui de la Renaissance carolingienne et même des Renaissances successives survenues au Moyen Âge.

Pas de grande noirceur

«*L'idée d'un Moyen Âge qui aurait été une époque noire est radicalement fautive. Cette image a été cassée par Jacques Le Goff, Georges Duby et tous les médiévistes que j'ai eus comme professeurs. Depuis 30 ou 40 ans, plus aucun d'entre eux ne considère le Moyen Âge comme une époque noire. Pourtant, depuis quelques années, dans le public, on est en train de restaurer cette vision éculée, notamment dans certains manuels scolaires. Bien sûr, Charlemagne n'est pas Napoléon entouré de savants. Mais ce n'est pas non plus une sombre brute inculte. Il y a dès cette époque une demande de textes grecs. La motivation de départ est religieuse, évidemment. Les hommes du Moyen Âge savent que la culture antique a existé, ils en ont gardé un peu, mais ils cherchent à la retrouver. Chez les lettrés, on cherche ce monde gréco-romain*».

Gougouenheim ne cache pas son accord avec la thèse défendue par le théologien Joseph Ratzinger, devenu depuis le pape Benoît XVI, selon laquelle la raison et la philosophie grecque sont consubstantielles à l'héritage chrétien. Ce qui ne veut pas dire que la chrétienté n'a pas trahi ses racines grecques à plusieurs reprises, précise-t-il.

«*Ce qui me gêne, c'est quand on dit que l'islam en tant que religion a influencé la civilisation européenne. Ça, je n'y crois pas. Si on dit que le monde islamique a eu des savants et des chercheurs — qui étaient d'ailleurs souvent chrétiens ou juifs, même s'ils écrivaient en arabe — et que, après, ces*

savants ont produit des travaux qui ont influencé l'Occident, alors je suis d'accord. Mais les théologiens chrétiens ne se sont pas inspirés des théologiens musulmans. Je tente de distinguer religion et civilisation. J'ai essayé de ne pas confondre la religion musulmane et la civilisation arabo-musulmane, qui est autre chose. Dans le grand public, on ne fait plus cette distinction».

Dans son livre, Gougouenheim insiste pour rappeler que de nombreux savants du monde arabo-musulman étaient syriaques, persans, kurdes et souvent même chrétiens, bien qu'ils écrivaient tous en arabe. Mais un «*dialogue*», comme on dit parfois, entre l'islam et la chrétienté, il n'en voit guère. «*Au Moyen Âge, le dialogue entre la chrétienté et l'islam n'existe pas. Il n'y a pas de dialogue entre philosophes, entre penseurs. Il y a eu des échanges. Mais des influences profondes d'un des deux mondes sur l'autre, je n'y crois pas*».

L'islam des Lumières?

C'est pourquoi Gougouenheim réfute l'idée d'un «*islam des Lumières*», dont il comprend pourtant bien qu'elle soit souvent défendue par des musulmans soucieux de faire évoluer leur propre religion. «*L'expression "islam des Lumières" me pose problème. Pour un Européen, les Lumières, c'est Voltaire, la critique des religions et l'athéisme. Or les philosophes musulmans du XII^e siècle n'attaquaient jamais la religion. Ce sont de grands penseurs, mais en faire des agnostiques tolérants, c'est faire de l'ethnocentrisme. Ils n'utilisaient pas la raison pour critiquer la religion. Que des gens comme Abdelwahab Meddeb et Malek Chebel souhaitent un islam des Lumières, j'en suis. Mais qu'ils disent que cet islam des Lumières a existé au Moyen Âge, ça me gêne. C'est normal, on est au XII^e siècle. Même en Occident, il ne faut pas confondre saint Thomas avec Voltaire et Descartes. Ce qui ne veut pas dire que certains instruments de la pensée ne sont pas nés à cette époque et qu'ils ne serviront pas un jour à critiquer la religion. On est parti d'une vision au XIX^e siècle où le monde arabo-musulman n'avait rien fait du tout, pour basculer dans l'idée inverse. On m'accuse de racisme culturel. Les Chinois n'ont pas assimilé l'héritage grec. Ce n'est pas être raciste que de le dire*».

Cela n'implique pas que Sylvain Gougouenheim ne regrette pas certaines affirmations un peu péremptores présentes dans son livre. Il ne réécritait probablement pas, comme il l'a fait, que l'arabe est une langue plus portée vers la poésie que vers la raison, comme le lui a reproché Alain de Libera, spécialiste de la philosophie médiévale, dans un article virulent. Le chercheur dit avoir beaucoup appris des lettres que lui ont adressées plusieurs spécialistes de l'islam. Mais il n'est pas certain que l'universitaire intervienne à nouveau dans cette polémique. Échaudé par la violence des réactions qu'il a suscitées, il devrait revenir à son champ de prédilection, les chevaliers teutoniques et la mystique rhénane. Un domaine plus paisible où l'on ne risque pas de se faire écorcher sur la place publique. Du moins, pas pour l'instant...

Correspondant du Devoir à Paris

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoy de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390